

La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la « darfourisation » du Tchad : Mythes et réalité

par Jérôme Tubiana



Government
of Canada Gouvernement
du Canada

 HM Government



NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

Danida



Droits d'auteur

Publié en Suisse par le Small Arms Survey

© Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales, Genève 2008

Première publication en avril 2008

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, ni mise en mémoire dans un système de recherche documentaire, ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable écrite de Small Arms Survey, sauf selon ce qui est formellement permis par la loi ou selon les conditions convenues auprès de l'organisation de droits reprographiques appropriée. Toute demande de renseignements concernant une reproduction sortant du cadre des présentes dispositions devrait être adressée au :

Directeur de la publication

Small Arms Survey

Institut de hautes études internationales et du développement

47 Avenue Blanc

1202 Genève, Suisse

Document édité par Emily Walmsley

Cartographie par MAP*grafix*

Mise en page en Optima et Palatino par Richard Jones, Exile: Design & Editorial Services (rick@studioexile.com)

Impression par nbmedia à Genève, Suisse

ISBN 2-8288-0095-4

Le Small Arms Survey

Le Small Arms Survey est un projet de recherche indépendant intégré à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, en Suisse. Il constitue la principale source d'informations publiques sur la problématique des armes légères et sert de centre de références à la disposition des gouvernements, hommes politiques, chercheurs et acteurs engagés dans ce domaine.

Créé en 1999, ce projet est soutenu par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères et financé par des contributions accordées par les gouvernements des pays suivants : Belgique, Canada, Finlande, France, Pays-Bas, Norvège, Suède et Royaume-Uni. Le Small Arms Survey est également reconnaissant du soutien octroyé dans le cadre de projets spécifiques antérieurs ou actuels par l'Australie, le Danemark et la Nouvelle-Zélande. Des financements supplémentaires ont été apportés par le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, le Réseau universitaire international de Genève et le Centre international de déminage humanitaire de Genève. Le Small Arms Survey a établi des partenariats avec des instituts de recherche et des ONG issues de nombreux pays, notamment le Brésil, le Canada, la Géorgie, l'Allemagne, l'Inde, Israël, la Jordanie, la Norvège, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka, le Soudan, la Suède, la Thaïlande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Small Arms Survey

Institut de hautes études internationales et du développement

47 Avenue Blanc

1202 Genève, Suisse

Tél : +41 22 908 5777

Fax : +41 22 732 2738

Email : sas@smallarmssurvey.org

Site Web : www.smallarmssurvey.org

HSBA

Le Bilan en matière de sécurité humaine sur le Soudan (HSBA) s'inscrit dans un programme de recherche mené sur trois ans (2005-2008) et administré par le Small Arms Survey. Il a été mis au point en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères du Canada, la mission de l'ONU au Soudan (MINUS), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et un large éventail d'ONG partenaires soudanaises ou internationales. Par la production et la diffusion régulière de travaux de recherche empiriques sur des sujets d'actualité, ce projet œuvre en faveur des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), ainsi que des interventions de maîtrise des armements dans la perspective de promouvoir la sécurité.

Le Bilan est réalisé par une équipe multidisciplinaire de spécialistes de la région, de la santé publique et de la sécurité. Il analyse la distribution spatiale de la violence armée sur le territoire soudanais et suggère la mise en œuvre de politiques destinées à réduire l'insécurité.

Les documents de travail HSBA sont des rapports ponctuels et accessibles sur des activités de recherche actuelles, disponibles en anglais et en arabe. Les prochaines publications seront axées sur des sujets variés, tels que la victimisation et les perceptions en matière de sécurité, les groupes armés et les dispositions locales en matière de sécurité. Le projet propose également une série de documents d'information.

Le projet HSBA bénéficie de l'appui du Canada, du Groupe de prévention des conflits du gouvernement britannique, de la Danish International Development Agency (Danida) et du ministère norvégien des Affaires étrangères.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Claire Mc Evoy
Chef de projet HSBA

Small Arms Survey
47 Avenue Blanc
1202 Genève
Suisse

Email : claire.mcevoy@smallarmssurvey.org

Site Web : www.smallarmssurvey.org/sudan

Rédacteur en chef de la série Documents de travail HSBA : Emile LeBrun

Table des matières

Acronymes et abréviations	7
A propos de l'auteur	9
Résumé	10
I. Introduction	12
II. La « darfourisation » du Tchad ? Contexte historique et actuel	16
III. Contexte historique et politique de la région	22
IV. Relations bilatérales entre le Tchad et le Soudan	27
V. Les groupes armés du Tchad oriental et du Darfour	35
VI. La réponse internationale	58
VII. Conclusions : des opérations de maintien de la paix à la diplomatie	63
Annexe : Groupes armés du Darfour et du Tchad	68
Notes	77
Bibliographie	82

Acronymes et abréviations

AN	Alliance nationale
ANR	Alliance nationale de résistance
CDR	Conseil démocratique révolutionnaire
CNT	Concorde nationale du Tchad (ou Convention nationale du Tchad)
EUFOR	Force de l'Union européenne
FDP	Forces de défense populaire
FPRN	Front populaire pour la renaissance nationale
Frolinat	Front de libération nationale du Tchad
FSR	Front pour le salut de la république
FUC	Front uni pour le changement
FUCD	Front uni pour le changement démocratique
JEM	Mouvement pour la justice et l'égalité
MPRD	Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement
MNRD	Mouvement national pour la réforme et le développement
NRF	Front de rédemption national
PDI	Personnes déplacées internes
RAFD	Rassemblement des forces démocratiques
RCA	République centrafricaine
RDL	Rassemblement pour la démocratie et les libertés
RFC	Rassemblement des forces pour le changement
RFI	Radio France Internationale
RND	Rassemblement national démocratique
RNDP	Rassemblement national démocratique populaire
RPJ	Rassemblement populaire pour la justice
SCUD	Socle pour le changement, l'unité et la démocratie
SLA	Armée de libération du Soudan
UFCD	Union des forces pour le changement et la démocratie
UFDD	Union des forces pour la démocratie et le développement

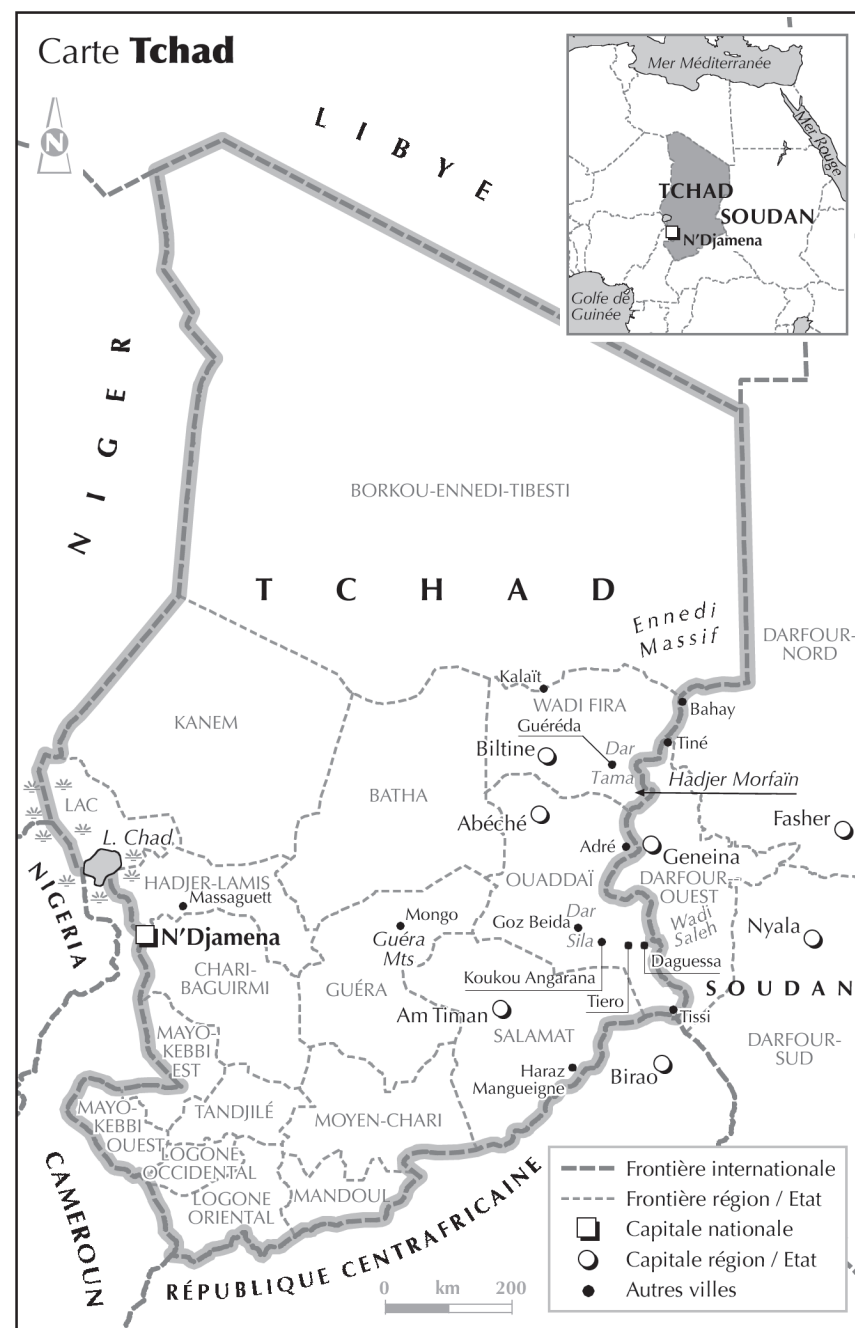
UFDD/F	UFDD–Fondamentale
UFDR	Union des forces démocratiques et du rassemblement
UFPD	Union des forces pour le progrès et la démocratie

A propos de l’auteur

Jérôme Tubiana (tubiana@gmail.com) est titulaire d’un doctorat en Etudes africaines de l’Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) à Paris. Au cours des douze dernières années, il a réalisé une dizaine de missions de recherches au nord et à l’est du Tchad, à l’ouest du Soudan et à l’est du Niger, portant sur les peuples Toubou (Teda–Daza) et Beri (Zaghawa et Bideyat). Depuis 2004, il travaille au Darfour et au Tchad en tant que chercheur auprès de plusieurs ONG, tout particulièrement Action contre la faim (ACF) et Médecins sans Frontières (MSF–France). Il a publié entre autres une étude de terrain sur les causes et conséquences de la crise du Darfour (*‘Le Darfour : un conflit identitaire,’* *Afrique Contemporaine*, No. 214, 2005), une étude sur la question de la terre au Darfour (*‘Darfour: a conflict for land,’* dans *War in Darfour and the Search for Peace*, publié par Alex de Waal, Harvard University, 2007), une étude sur les rebelles du Darfour (*Divided They Fall: The Fragmentation of Darfour’s Rebel Groups*, avec Victor Tanner, *Small Arms Survey*, 2007) ainsi qu’un livre de contes Teda–Daza et Beri (*Contes Toubou du Sahara*, L’Harmattan, 2007). En sa qualité de journaliste et de photographe indépendant, il contribue également à plusieurs publications et journaux français sur le Tchad et la Corne de l’Afrique.

Résumé

L'affirmation selon laquelle le conflit du Darfour s'« exporte » à l'est du Tchad par l'entremise des milices Janjawids est largement répandue. Il s'agit pourtant là d'une simplification de la dynamique ethnique et politique de la région d'autant plus dangereuse qu'elle néglige l'importance de la crise politique qui sévit au Tchad. Khartoum et N'Djamena se livrent bataille par intermittence et par mouvements rebelles interposés depuis le début du conflit au Darfour en 2003 et plus intensément depuis 2005. Khartoum a tenté à de nombreuses occasions de fédérer les groupes rebelles tchadiens afin de déstabiliser, voire de renverser le régime de Déby. Ce dernier a non seulement survécu à deux attaques sur sa capitale, mais a également réussi à se maintenir au pouvoir à coups de répression ou de récompenses pour ceux qui se rallient à sa cause. Ce *Document de travail* vise à fournir des clés de compréhension du conflit Tchad-Soudan en cours, de ses composantes ethniques complexes ainsi que de l'histoire des factions rebelles tchadiennes. Il explique notamment pourquoi les efforts internationaux de maintien de la paix actuellement engagés ne pourront être couronnés de succès qu'avec l'aide d'une impulsion diplomatique susceptible d'amener l'opposition tchadienne—non seulement l'opposition légale mais également l'opposition armée—et le régime de Déby à la table des négociations.



I. Introduction

Le vaste conflit du Darfour s'étend bien au-delà des frontières du Soudan, et ses répercussions se font notamment sentir au Tchad. Les efforts déployés par le gouvernement tchadien pour éviter de choisir un camp ont été anéantis par l'arrivée de quelques 200,000 réfugiés soudanais et la mise en place de bases arrières au Tchad oriental par des groupes rebelles darfouriens. Les rebelles tirent avantage du fait qu'ils appartiennent à des groupes ethniques transfrontaliers, notamment les Beri (Zaghawa et Bideyat), dont le président Tchadien Idriss Déby fait partie. L'incapacité de Déby à contrôler son entourage Beri, y compris ses plus proches collaborateurs, a mis fin à plus de dix ans de bon voisinage avec le régime soudanais d'Omar al-Bachir. Par la suite, des scènes de violence rappelant celles du Darfour ont fait leur apparition au Tchad oriental, avec des attaques de villages en général non arabes par des milices connues sous le nom de Janjawids, recrutant largement (mais pas exclusivement) parmi des groupes nomades arabes. Cette situation a provoqué le déplacement interne de plus de 170,000 civils tchadiens.

Parmi les auteurs de cette violence, certains ont des liens avec le Darfour : des Janjawids en activité au Tchad seraient également en activité à la frontière ouest du Darfour, où ils bénéficient du soutien du gouvernement soudanais et sont recrutés parmi des groupes arabes soudanais et tchadiens. Les rebelles issus du Tchad vont plus loin que les Janjawids au Darfour puisqu'ils recrutent également au sein de communautés non arabes qui se trouvent en situation de conflit pour la terre avec d'autres communautés non arabes locales. Ces conflits sont semblables aux conflits fonciers au Darfour, sans y être liés (Tubiana, 2006b; Tubiana, 2007). La violence qui sévit à l'est du Tchad trouve ses racines dans l'intensification des affrontements intercommunautaires locaux, la faiblesse des institutions tchadiennes, et la grande frustration du peuple tchadien née de l'inégale distribution des richesses du pays—notamment les ressources pétrolières—et aggravée par l'absence de démocratie. Ces mêmes facteurs ont permis aux groupes rebelles du Tchad de monter en puissance.

Ils bénéficient, de plus, du soutien direct de Khartoum depuis 2005, suite à la détérioration des relations entre le Tchad et le Soudan.

Le Soudan a renouvelé son soutien lors de la dernière offensive des rebelles sur N'Djamena, offensive qui a vite été déjouée grâce à la supériorité en armes de Déby (hélicoptères et tanks), le soutien partiel de la France et de la Libye, le manque de préparation des rebelles à la guerre urbaine, et leur manque d'essence et de munitions ainsi que des divisions ethniques et rivalités personnelles récurrentes. Le 2 février 2008, lorsque les rebelles ont pénétré dans la capitale tchadienne, beaucoup ont annoncé la chute du régime de Déby (au pouvoir depuis 17 ans), aussi bien au sein des rebelles, des forces gouvernementales—alors en proie à de nombreuses désertions—et de la population civile, que de la communauté internationale. La veille, l'armée tchadienne et le président en personne avaient été vaincus à Massaguet, à 50 kilomètres à peine au nord-est de N'Djamena, et avaient battu en retraite vers la capitale après une heure de combat. Les rebelles ont parcouru le Tchad d'est en ouest en moins d'une semaine, franchissant la frontière de l'Ouest-Darfour près d'Adré, au sud d'El Geneina. Ils se sont déplacés rapidement en évitant les forces gouvernementales concentrées à l'est et ont réuni une force de près de 4,000 combattants—répartis en 300 pick-up—essentiellement approvisionnée et armée par le gouvernement soudanais. Ce n'est pas la première fois que Khartoum arme des rebelles tchadiens—y compris les trois groupes principaux : Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), UFDD-Fondamentale (UFDD/F) et Rassemblement des forces pour le changement (RFC). Cette fois encore, cependant, le régime soudanais n'a pas su les fédérer et le commandement militaire conjoint des groupes rebelles s'est avéré inefficace.

L'offensive sur N'Djamena a démontré une nouvelle fois l'incapacité de la communauté internationale à traiter les problèmes fondamentaux de la crise entre le Tchad et le Darfour : premièrement, la guerre par procuration que se livrent le Tchad et le Soudan—crise qui puise ses racines au Darfour et dans le manque de liberté politique au sein du régime de Déby ; deuxièmement, le soutien continu apporté par la France à ce régime, un soutien qui en dit autant sur la politique française traditionnelle que sur la possibilité que le conflit du Darfour s'étende au Tchad. Bien que le soutien français ne soit pas le facteur

principal de la survie de Déby à la dernière attaque¹, le président tchadien pourrait à présent se montrer plus ouvert à l'envoi de troupes françaises pour lutter contre les rebelles. Le 4 février 2008, à la suite d'une proposition du gouvernement français, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une déclaration (et non une résolution, comme l'avait initialement souhaité la France) condamnant les rebelles et exhortant les Etats membres à apporter leur soutien au Tchad. Cela a permis de satisfaire l'objectif de longue date de la France de « multilatéraliser » son soutien au régime tchadien (bien qu'il soit peu probable que d'autres pays se battent aux côtés de l'armée tchadienne) mais remet en question une autre tentative récente de multilatéraliser la question tchadienne : la mise en place d'une force de maintien de la paix de l'Union européenne, qui devrait être dépêchée au Tchad oriental au cours des prochains mois. La neutralité de cette force est de plus en plus mise en doute, compte tenu de la prépondérance des troupes françaises parmi ses rangs.

Ce *Document de travail* constate que :

- La schématisation de la situation au Tchad, notamment par les médias, fait abstraction des principaux facteurs de la violence. Celle-ci a été instrumentalisée par les gouvernements tchadiens et français ainsi que par les autres acteurs du conflit. Cette violence est souvent décrite comme une série d'offensives lancées par les Janjawids—toujours décrits comme étant arabes et soudanais—sur les populations civiles non arabes du Tchad, et par des mouvements rebelles tchadiens qui agiraient sous les ordres de Khartoum. Cette lecture présente la situation tchadienne comme une exportation du conflit du Darfour ou une « darfourisation » du Tchad, sans prêter suffisamment d'attention à la crise existant au sein même de ce pays.²
- Le conflit du Darfour ne pourra être résolu sans l'implication de l'ensemble de la région—notamment le Tchad, la République Centrafricaine (RCA) et d'autres pays voisins du Soudan. La complexité des liens ethniques transfrontaliers et l'histoire chaotique des relations entre le Tchad et le Soudan depuis l'indépendance du premier en 1960 sont essentielles pour comprendre comment les conflits au Darfour et au Tchad s'influencent réciproquement, sans être entièrement interdépendants.
- Le Soudan et le Tchad sont entrés en conflit par milices et groupes rebelles interposés depuis fin 2005. Les tentatives des deux états de former des coalitions rebelles sous leur contrôle respectif ont échoué, ouvrant la voie à la multiplication de factions armées de plus en plus locales et de plus en plus divisées par leurs appartenances ethniques, avec pour effet d'aggraver encore davantage l'insécurité.

tions rebelles sous leur contrôle respectif ont échoué, ouvrant la voie à la multiplication de factions armées de plus en plus locales et de plus en plus divisées par leurs appartenances ethniques, avec pour effet d'aggraver encore davantage l'insécurité.

- La réponse internationale aux crises du Darfour et du Tchad se traduit actuellement par l'envoi de forces de maintien de la paix : 26,000 hommes ont été envoyés au Darfour sous les auspices des Nations Unies et de l'Union africaine, et les 3,700 hommes de l'EUFOR ont été dépêchés au Tchad et en RCA.

Le processus diplomatique n'en est qu'à ses balbutiements et a été dominé, jusqu'à présent, par les tentatives de négociation entre les gouvernements soudanais et tchadien, d'une part, et entre ces gouvernements et leurs mouvements rebelles respectifs, d'autre part. Or les opérations de maintien de la paix et les négociations ne seront couronnées de succès que si les forces de maintien de la paix—notamment l'EUFOR—sont perçues comme suffisamment neutres, si la communauté internationale continue à exercer des pressions sur les différents acteurs armés pour qu'ils s'investissent, et enfin si ces négociations s'ouvrent aux acteurs non armés (opposition politique et société civile) et intègrent les questions fondamentales du processus démocratique au Tchad comme au Soudan. 🗨️

II. La « darfourisation » du Tchad ? Contexte historique et actuel

La province de Dar Sila, située dans le sud-est du Tchad, a été la cible d'incursions par les milices Janjawids depuis les prémices du conflit du Darfour en 2003. Les offensives se sont multipliées en 2005 lorsque la communauté internationale s'est rendue compte que le Tchad était susceptible d'être contaminé par la violence qui s'exerçait au Darfour.³ Des combats ont eu lieu entre ces milices et des rebelles du Darfour, pour lesquels Dar Sila est l'une de leurs bases arrière au Tchad. Comme au Darfour, les Janjawids attaquent principalement les civils non arabes de la région, notamment les Dajo qui détiennent le sultanat de Dar Sila ; et, comme au Darfour, des villages sont brûlés, le bétail et les biens sont pillés et la population civile est contrainte de fuir ses terres. En février 2008, plus de 170,000 personnes avaient été déplacées à l'intérieur du Tchad en l'espace d'à peine deux ans, principalement à Dar Sila, et se retrouvent dépendantes de l'aide humanitaire internationale. En peu de temps, les symptômes de la crise du Darfour se sont propagés dans le sud-est du Tchad et, dans une moindre mesure, en RCA.

La porosité des 600 kilomètres de la frontière Tchad-Soudan est la cause première de la propagation du conflit. Plusieurs groupes ethniques résident de part et d'autre de ce qui pour eux n'est qu'une simple ligne sur la carte, notamment les Beri, mieux connus sous leurs noms arabes Zaghawa et Bideyat—un peuple qui joue un rôle prépondérant dans les deux pays (Tubiana, 1977 ; Tubiana, 2006a). Le président du Tchad, Idriss Déby, appartient à ce groupe, tout comme certains des principaux chefs rebelles au Darfour (Tanner et Tubiana, 2007). Déby maintient des relations de longue date avec le gouvernement de Khartoum mais il n'a jamais été en mesure d'empêcher ses proches de soutenir les rebelles au Darfour. Comme l'un d'eux l'a expliqué en 2006 : « Les Soudanais pensent que tant que nous, les Zaghawa, serons au pouvoir au Tchad, ils ne mettront jamais fin à la rébellion. Ils souhaitent un changement de régime à N'Djamena. »⁴

En 2004, et plus particulièrement à partir de fin 2005, Khartoum a commencé à soutenir activement plusieurs groupes rebelles tchadiens basés au Darfour. En avril 2006, un de ces groupes, le Front uni pour le changement (FUC)—également connu sous le nom de Front uni pour le changement démocratique (FUCD)—a tenté une première offensive éclair sur N'Djamena, que le gouvernement tchadien n'a pu déjouer qu'à la dernière minute grâce au soutien français. Depuis, les tensions entre les deux pays n'ont fait que s'accroître. En avril 2007, l'armée tchadienne est entrée en territoire soudanais et a affronté les troupes de Khartoum. En janvier 2008, des avions tchadiens ont bombardé des positions rebelles tchadiennes à l'ouest du Darfour. Néanmoins, tout au long de 2006 et 2007, ce sont principalement les groupes rebelles du Darfour qui se sont battus à plusieurs reprises sur le territoire tchadien aux côtés de l'armée tchadienne contre des groupes rebelles issus de ce même pays. Le Soudan et le Tchad ont ainsi été entraînés dans une guerre par mouvements rebelles et milices auxiliaires interposés.

L'identification de ces mouvements et milices est loin d'être simple. Au Tchad, tous les rebelles issus du Darfour—et parfois également les milices non arabes (surtout les Dajo)—luttant contre les *Janjawids* sont désignés comme des Toro Boro, quelle que soit la faction à laquelle ils appartiennent. Au Darfour, Tora Bora ou Toro Boro est le sobriquet donné aux (et adopté par) les rebelles darfouriens, en particulier l'Armée de libération du Soudan (SLA), en référence aux montagnes d'Afghanistan au sein desquelles Oussama ben Laden a survécu à une intense campagne de bombardements américains. En 2003–04, les combattants du SLA ont subi des bombardements similaires par l'aviation de Khartoum alors qu'ils se cachaient dans les montagnes du Darfour. Toutefois, ce sobriquet générique ne permet ni d'identifier le nombre de factions rebelles au Darfour, ni de préciser qu'elles ne sont pas toutes soutenues par le Tchad et que seules quelques-unes se battent aux côtés de l'armée tchadienne. De la même façon, il est très difficile d'identifier les *Janjawids* actifs au Tchad en terme d'ethnicité ou de nationalité (Arabes ou non Arabes ? Tchadiens ou Soudanais, ou les deux ?).

En dépit de la grande autonomie des milices *Janjawids* au Tchad—bien plus grande que celle des *Janjawids* soudanais qui sont principalement des milices soutenues par Khartoum, luttant avec l'armée et souvent officiellement intégrées

au sein des forces paramilitaires—elles semblent avoir bénéficié du soutien du Soudan dans une mesure qu’il est difficile d’apprécier. Les combattants de ces milices n’ont pas tous été recrutés au Soudan mais nombreux sont ceux qui suivent les ordres des mêmes chefs de file que les Janjawids à l’ouest du Darfour, qui sont armés depuis plus d’une dizaine d’années par le gouvernement soudanais pour attaquer des villages non arabes. Les chefs de file arabes du Darfour occidental—tels que Amir Hamid ad-Daway et Amir Abdallah Abu Shinebat—sont fréquemment cités comme des dirigeants *Janjawids* actifs aussi bien à l’ouest du Darfour qu’au Tchad. Dans les années 1990, certains de ces chefs rebelles, issus pour la plupart du Tchad, ont été nommés chefs traditionnels par le gouvernement soudanais et se sont vus attribuer le titre de *amir*—un terme signifiant prince en arabe, utilisé au Soudan par les chefs militaires mahdistes du 19^{ème} siècle et, depuis les années 1990, par les chefs arabes traditionnels du Darfour, qui sont également souvent des responsables militaires. Les uniformes soudanais sont à présent arborés aussi bien par les milices actives au Tchad que par les rebelles tchadiens, un signe visible du soutien de Khartoum.⁵

Si les *Janjawids* et les rebelles tchadiens ne partagent pas nécessairement les mêmes méthodes et motivations, leurs attaques coïncident souvent. Ainsi, début novembre 2006, les premières offensives de l’Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD)—la nouvelle coalition rebelle appuyée par Khartoum—à Dar Sila et Salamat ont été suivies par de violentes attaques perpétrées par les *Janjawids* dans les deux mêmes régions.⁶ Cette situation peut en partie s’expliquer par le fait que, pour se défendre contre des rebelles très mobiles, le gouvernement tchadien a choisi de déployer ses garnisons près des grandes villes et notamment la capitale, laissant des régions comme le Dar Sila sans défense. De temps en temps, les forces *Janjawids* et les rebelles tchadiens se battent ensemble. En mars 2007, par exemple, la Concorde nationale du Tchad (ou Convention nationale du Tchad) (CNT) a participé à une violente offensive aux côtés des forces *Janjawids* contre les villages de Tiero et Marena à Dar Sila, offensive qui a causé la mort de 200 à 400 civils miliciens Dajo.⁷ En outre, certains chefs et combattants tchadiens rebelles (notamment Mahamat Nour Abdelkarim) ont lutté au sein des forces auxiliaires du gouvernement soudanais dans le Darfour occidental au début du conflit et ont maintenu des contacts avec les *Janjawids* de cette région.⁸

L’un des objectifs des attaques rebelles au Tchad oriental est de déstabiliser le régime de N’Djamena, mais Déby est parvenu à tirer son épingle du jeu. En novembre 2006, le gouvernement tchadien a pris comme prétexte la violence perpétrée par les rebelles sur une petite partie de son territoire pour décréter l’état d’urgence sur la majorité du pays. Les attaques ont aussi incité le régime à renouveler sa demande d’une force internationale pour surveiller sa frontière orientale (ONU, 2006). La résolution 1778, adoptée à l’unanimité par le Conseil de sécurité de l’ONU le 25 septembre 2007, a permis le déploiement de la Force de l’union européenne (EUFOR) Tchad/RCA, qui devrait compter à terme 3,700 soldats.

Cependant, dès le départ, les partisans de l’envoi d’une force internationale au Tchad ont été divisés. Le gouvernement tchadien semble voir celle-ci comme une protection supplémentaire qui viendrait renforcer le traditionnel soutien français et alléger la tâche de ses propres forces, qui pourraient ainsi privilégier la lutte contre les rebelles plutôt que la protection des civils. Déby l’a clairement admis en février 2008 lors d’un entretien avec une station de radio française à propos des récentes offensives contre N’Djamena :

*Cela nous aurait aidé si l’EUFOR avait déjà été installée, parce que j’aurais la possibilité de démonter les unités qui sont à la frontière. . . [l’EUFOR] allégera le poids de la responsabilité d’assurer la sécurité de 300,000 réfugiés soudanais et de 170,000 PDI. C’est un lourd fardeau qui mobilise une grande partie de nos forces.*⁹

Son ministre des Affaires étrangères, Ahmat Allam-Mi, a déclaré le même mois lors d’une conférence de presse :

*Nous souhaitons maintenir de bonnes relations avec nos voisins [le Soudan]. C’est pourquoi nous avons longuement hésité avant d’accepter cette force. . . l’EUFOR permettra de dissuader les rebelles en provenance du Soudan et de dissuader le Soudan d’attaquer le Tchad. . . l’EUFOR sera un témoin déroutant, une autre fenêtre ouverte sur le Darfour aux côtés du Tribunal Pénal International, qui secouera le régime de Khartoum.*¹⁰

Ce rôle attendu de l’EUFOR contredit son mandat, qui ne stipule pas la protection de la frontière contre des attaques rebelles.¹¹ L’EUFOR n’est pas tenue

non plus de remédier aux événements du Darfour, ni d'arrêter les criminels inculpés par le Tribunal pénal international.

Par ailleurs, les premiers sympathisants de l'EUFOR sont des organisations des droits de l'homme—surtout Human Rights Watch, qui préconise cette solution depuis février 2006—qui espèrent que cette force protégera les populations locales des incursions des milices Janjawids du Darfour, voire permettra d'éviter la darfourisation de l'ensemble du Tchad (Human Rights Watch, 2006). Préalablement aux recommandations de Human Rights Watch, les dirigeants d'autres organisations (telles que Médecins pour les droits de l'homme) insistaient déjà sur la nécessité de protéger le Tchad d'un risque de déstabilisation afin d'éviter une extension de la crise du Darfour (Heffernan et Johnson, 2005). Plus récemment, cette analyse a été reprise dans les cercles diplomatiques pour justifier le soutien apporté par la France et l'ONU au régime de Déby à la suite de l'offensive rebelle du 2 février. Des diplomates anonymes, cités par un journal français, estimaient que la chute de Déby serait « catastrophique » pour le Darfour, car elle empêcherait le déploiement de la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine (UNAMID).¹² Certains allèrent même jusqu'à évoquer le risque que le fondamentalisme musulman du Soudan s'étende au Tchad (Bernard et al., 2008) mais cette hypothèse est à la fois anachronique—il est bien connu que le régime d'Omar al-Bachir a depuis longtemps abandonné son programme d'expansion islamique pour mettre fin à son isolement sur la scène internationale—et invraisemblable, puisque cela ne s'est pas produit au cours des nombreuses années pendant lesquelles Déby était un allié proche d'un régime soudanais bien plus expansionniste qu'aujourd'hui.

Si les analyses relatives à une potentielle darfourisation du Tchad sont largement connues et relayées par les médias, elles peuvent cependant être contestées sur quelques points. Premièrement, bien que le Tchad ait parfois été décrit comme un centre de stabilité au sein de la région, il a souvent joué un rôle déstabilisateur au Darfour—divisant les rebelles, intentionnellement ou non—et en RCA. Deuxièmement, si le risque de « darfourisation » du Tchad est réel, il faut alors penser à définir le sens exact de ce terme. S'il s'agit par exemple du développement d'une guerre générale entre Arabes et non Arabes dans l'ensemble du Tchad, alors ce terme ne prend pas en compte le fait

que, bien que des similarités existent entre le Darfour et le Tchad en termes d'ethnies et d'affrontements interethniques (tout particulièrement entre les peuples nomades et sédentaires), de grandes différences subsistent. Les mêmes groupes ethniques (Arabes et Beri) ont des positions et revendications très différentes dans les deux pays. Au Darfour, les Beri se rebellent pour la plupart contre Khartoum (quoique d'autres soutiennent le gouvernement). Au Tchad, ils constituent à la fois la base principale du régime ainsi que l'un des trois groupes rebelles. Parallèlement, les Arabes du Tchad ont des aspirations qui s'apparentent à celles de leurs confrères au Darfour en matière de pouvoir politique et de développement économique mais ils ne sont pas prêts à s'impliquer dans une guerre généralisée, que ce soit contre les populations non arabes ou contre un régime qui entretient de bonnes relations avec nombre de tribus et dirigeants arabes.

En dernier lieu, en dépit de l'appui de Khartoum, les Arabes du Tchad ont leurs propres motivations et programme. S'ils venaient à se saisir du pouvoir au Tchad, ils ne deviendraient pas nécessairement les complices du gouvernement soudanais ou ne lui permettraient pas forcément de mettre en place un régime fantoche. ■

III. Contexte historique et politique de la région

Le Darfour et le Tchad s'étendent du Sahara à l'Afrique centrale et orientale en passant par le Sahel. L'origine et les conséquences des crises qu'ils traversent sont étroitement liées à cette vaste région. Au nord, Kadhafi a toujours tenté d'étendre son influence en Afrique subsaharienne, notamment au Tchad et au Darfour. Dans les années 1970 et 80, le gouvernement libyen, inspiré par une doctrine pan-arabe, a essayé de forger des alliances parmi les nomades arabes locaux. Cette initiative a suscité l'émergence d'une idéologie prônant la suprématie arabe et constitue aujourd'hui un des moteurs des milices Janjawids. Dans le cadre d'une stratégie plus opportuniste, Kadhafi a également cherché le soutien des Toubou (ou Teda), des nomades non arabes dont le territoire, à cheval sur la frontière Tchad-Libye, fut l'un des bastions rebelles contre le régime de N'Djamena—et l'est d'ailleurs de nouveau depuis 1997. Les liens entre Tripoli et ses voisins du sud se sont également resserrés grâce à la présence en Libye de grandes diasporas en provenance du nord du Tchad et du Darfour—particulièrement les Teda, mais aussi les Beri et les Arabes—qui jouent un rôle majeur dans le commerce trans-saharien reliant le Tchad et le Soudan au bassin méditerranéen. Dans les années 1990, dans une tentative d'échapper à son isolement, Kadhafi a adopté une position pan-africaine qui l'a conduit à apporter son soutien à l'Union africaine et à se poser en médiateur dans tous les conflits possibles, notamment au Darfour et au Tchad.

Au sud, la RCA est entre les mains d'un régime affaibli qui date de 2003 et se maintient depuis grâce au soutien militaire du Tchad et de la France. En décembre 2006, l'armée française est directement intervenue pour reprendre possession de la ville de Birao, située au nord-ouest du pays et tombée aux mains de forces rebelles centrafricaines (l'Union des forces démocratiques et du rassemblement, ou UFDR), avant de reprendre les combats contre ces mêmes rebelles en mars 2007 (International Crisis Group, 2007, pp. 27–8; Small Arms Survey, 2007a, pp. 1, 6). Partageant ses frontières avec le Tchad, le Darfour et

le Sud-Soudan, le nord-est de la RCA est très peu patrouillé par les forces du gouvernement. Cette région est toutefois moins un théâtre de combats qu'une zone de transit et de commerce pour les peuples nomades (surtout les Arabes et les Pula ou Fellata) et pour les factions rebelles issues de tous les pays voisins. Les rebelles tchadiens basés au Darfour ont traversé la région à plusieurs reprises pour attaquer le Tchad avant de se replier sur leur base au Darfour (International Crisis Group, 2007, p. 27; Small Arms Survey, 2007a, p. 2; ONU, 2006). Certains groupes rebelles tchadiens se sont également alliés à des rebelles centrafricains ou ont rejoint leurs rangs (voir chapitre V).

De l'autre côté du Soudan, l'Erythrée exerce aussi son influence sur le Darfour, dans la mesure où elle tente avant tout de se présenter comme une puissance régionale égale à sa principale rivale, l'Éthiopie. Avant que ces deux pays n'entrent en guerre en 1998, ils faisaient partie d'un bloc anti-soudanais (comprenant l'Ouganda et l'Égypte) qui bénéficiait de l'appui des États-Unis (Marchal, 2007, p. 189). Le conflit entre l'Éthiopie et l'Erythrée ainsi que la scission entre le gouvernement soudanais et sa frange islamiste en 1999 suivis par l'accord de paix de Naivasha en 2005 relatif au Sud-Soudan ont conduit à isoler davantage l'Erythrée dans son conflit avec le Soudan, où chaque pays soutient les rebelles de l'autre. Asmara a ainsi soutenu et abrité certains rebelles darfouriens sur son territoire, conjointement avec l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) au début du conflit, et avec le Tchad depuis 2006 (Tanner et Tubiana, 2007, pp. 22, 35, 52, 54).

La frontière Tchad-Soudan revêt une importance toute particulière aussi bien en termes ethniques qu'historiques. Dans cette région reculée, les empires coloniaux ont eu du mal à imposer leur autorité. Le puissant sultanat du Ouaddaï, au Tchad oriental, n'est tombé aux mains des Français qu'en 1909 et les Britanniques ont dû patienter jusqu'en 1916 pour conquérir le sultanat du Darfour. La frontière séparant les deux empires coloniaux et tracée en 1923 respectait plus au moins les zones d'influence des sultans rivaux. Une troisième région, celle des Masalit, initialement colonisée par la France, fut finalement rattachée au Soudan, ne laissant qu'une petite partie de cette ethnie du côté du Tchad. A la frange méridionale de la frontière, le sultanat de Sinyar, un quatrième royaume petit et isolé, se scinda en deux et perdit son indépendance. A la pointe septentrionale, le peuple Beri, réparti entre de nombreux

vassaux et chefferies issus des plus grands sultanats, vit également ses terres divisées par la nouvelle frontière. Loin de présenter un handicap, ce nouveau découpage a permis aux Beri d'accroître leur influence dans les échanges trans-frontaliers et de mieux contrôler les routes qui commencent en territoire Beri et relient le Tchad et le Soudan à la Libye. Cette position stratégique permet aussi d'expliquer pourquoi les rebelles Beri des deux pays ont toujours réussi à se ménager des bases arrières de part et d'autre de la frontière (Tubiana, 2006a).

Aux yeux des peuples nomades, semi-nomades ou transhumants, notamment les Arabes et les Beri, la frontière n'a jamais existé : une personne peut naître dans un pays, vivre dans un autre, et éprouver un sentiment d'appartenance égal envers les deux. Quelques groupes sont d'authentiques trans-frontaliers, alors que d'autres se sont dispersés sur de très grandes distances à l'est ou à l'ouest bien avant la période coloniale. Il est encore possible aujourd'hui de les retrouver sous les mêmes latitudes au Tchad et au Darfour, bien que leur position géographique soit parfois très éloignée de la frontière. C'est le cas de certains Arabes (notamment issus des lignées Rizeigat Abbala, Misiryia, Hemat et Beni Halba) ainsi que des Mimi ou Mima, des Dajo et du peuple Tama. En outre, dans un passé relativement récent, quelques communautés ont quitté le Tchad pour le Soudan—souvent des Arabes mais aussi quelques non Arabes—soit pour trouver un emploi (c'est le cas, souvent, des Ouaddaïens)¹³, soit pour fuir la sécheresse, des chefs tribaux injustes, les persécutions politiques ou encore la guerre.

Parmi les communautés non arabes, on trouve par exemple les Bideyat. Les colons français exclurent l'important clan Kolyala de la chefferie. Nombreux sont ceux qui partirent au Soudan, y compris Hitno, le grand-père d'Idriss Déby. La famille passa quelques années au Darfour, où Hitno et son fils Déby étaient des *cheikhs* représentant leurs clans à Shigek-Karo, un sanctuaire Bideyat au nord de Um Buru. Ses relations familiales ont été particulièrement utiles à Idriss Déby lorsqu'il a dû trouver refuge au Darfour en 1989.

Parmi les Arabes, beaucoup de Rizeigat Abbala ont commencé à quitter le Darfour pour des raisons similaires. Avant la colonisation française, leur leader principal était souvent issu du clan Mahamid. Il était aussi le vassal du sultan du Ouaddaï et portait le titre de *agid al-Mahamid* (*agid* signifie en général « chef

de guerre » en langue arabe locale). Après la mort du dernier *agid* au cours d'un combat contre les français en 1910, les colons commencèrent par démanteler la chefferie, pour ensuite la reconstituer en 1930 et la placer sous la direction de Mahamat Trehe, un Mahamid Awlad Jonub. Ce choix suscita l'hostilité des Awlad Id (zeid) qui avaient jusqu'alors contrôlé la chefferie, et entraîna leur départ vers le Darfour. Ils furent bientôt suivis par leurs rivaux dans le combat pour la détention de la chefferie, les Awlad Zeid. Les français finirent par arrêter Mahamat Trehe en 1940, provoquant l'exode des Awlad Jonub.¹⁴

Au cours de la décennie suivante, les Rizeigat Mahariya entreprirent de s'exiler vers le Soudan. En 1952, Al-Amin Baraka, *wakil* (député) d'Annadif et chef des Mahariya se rendit à Geneina, où il devint *damin* (garant pendant les ventes de bétail) et représentant des Mahariya. L'un de ses fils est à présent un député du Congrès national d'Omar al-Bachir. Dans les années 1990, le gouvernement soudanais attribua le titre de *amir*—accordé à l'époque aux chefs arabes tchadiens formant des milices pro-gouvernementales—à un autre de ses fils.¹⁵ Ces deux fils, tout comme de nombreux *amir* au Darfour, sont aujourd'hui considérés comme des chefs Janjawids.

Dans les années 1967-68, une vague de départs encore plus conséquente eut lieu à la suite de combats entre les Mahariya et les Goran qui soutenaient des groupes rebelles rivaux. Après le coup d'Etat de Hissène Habré (Goran) en 1982, plusieurs groupes arabes se réfugièrent au Darfour occidental, fuyant la violence et d'autres formes de persécutions (tels que des impôts forcés) perpétrées à leur encontre par le nouveau régime tchadien. Cette situation affecta particulièrement les partisans du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), un groupe rebelle tchadien qui recrutait principalement parmi les Arabes. La vague de déplacements eut une incidence très forte sur le peuple Mahariya, dont le principal leader, le chef de canton Abdelkarim Annadif, fut arrêté par Habré en 1983 et mourut en prison. A cette époque, quelques Mahariya Awlad Mansur allèrent jusqu'à Nyala, dans le Sud-Darfour, pour s'y établir avec l'appui du gouvernement soudanais. Leur chef, Juma Dogolo, est aussi considéré comme un leader Janjawid, tandis que son neveu, Mohamed Hamdan Dogolo « Hemeti », est à la tête d'éminentes forces Janjawids qui ont combattu pour le gouvernement avant de se retourner contre lui fin 2007.¹⁶

Plus récemment, en 2006, ce fut au tour des Rizeigat Nawayba et d'autres groupes arabes de Dar Sila de quitter le Tchad pour le Darfour. Ils y furent également accueillis par des représentants du gouvernement soudanais qui leur promirent des titres et des terres.¹⁷ 🗨️

IV. Relations bilatérales entre le Tchad et le Soudan

Relations Tchad–Soudan depuis les années 1960

A terme, la colonisation a marginalisé de façon brutale les sultanats du Ouaddaï et du Darfour, en les reléguant aux frontières de deux grands empires. Le ressentiment des populations locales à l'égard de cette perte de pouvoir est toujours latent aujourd'hui, d'autant que cette marginalisation s'est prolongée après la période coloniale.

Lorsque, quatre ans après le Soudan, le Tchad est devenu indépendant en 1960, le pouvoir est passé sans délai aux mains de dirigeants venus du sud du pays et soutenus par la France. Les peuples du nord se sont rapidement rebellés contre cette domination. Le Soudan est ainsi devenu la base arrière principale des dissidents nordistes, qui ont formé en 1966 le premier mouvement armé à Nyala, au Sud-Darfour. Le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), animé par des idées révolutionnaires, utilisait également la rhétorique islamique afin de rassembler des troupes dans le nord contre les « païens » et les chrétiens du sud, restés proches de l'ancien pouvoir colonial. Le Frolinat a mobilisé des troupes parmi toutes les populations du nord (Ouaddaïens et Arabes du Sahel, Toubou et Goran du Sahara) mais a fini par se diviser en différents mouvements ethniques qui se sont affrontés entre eux autant qu'ils combattaient le régime. Dans les années 1970 et 80, un conflit majeur a éclaté au sein du Frolinat entre deux entités aux origines ethniques très proches : les Toubou dirigés par Goukouni Weddeye et les Goran dirigés par Hissène Habré, également soutenu par les Beri. Traditionnellement hostiles aux Goran, les Arabes avaient tendance à soutenir les Weddeye. Ils ont pourtant aussi fondé leur propres mouvements : d'abord l'Armée Volcan de Mahamat al-Baghalani en 1970, aux affinités à la fois pro-arabes et islamistes, puis, en 1978, le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) d'Acyl Ahmat Agbash.

Grâce au soutien de la Libye, Goukouni Weddeye réussit à s'emparer du pouvoir à N'Djamena en 1979. Habré se réfugia au Darfour où il reçut le soutien

des Beri, en grande partie grâce aux Beri tchadiens qui l'accompagnaient et parmi lesquels se trouvait un jeune officier nommé Idriss Déby. En 1982, Habré se saisit du pouvoir grâce au soutien du Soudan, des Etats-Unis et de la France— tous unis par le désir de court-circuiter l'influence de la Libye. Pour poursuivre la guerre et réinstaller un régime qui lui serait favorable à N'Djamena, Kadhafi apportait en effet depuis 1982 son soutien aux Arabes du CDR, dirigé par Acheikh Ibn Oumar Saïd et Awlad Rashid Arab.¹⁸

Détenteurs, dans les années 1980, de bases au Darfour, le CDR et ses chefs de file ont parfois été décrits comme les instigateurs des forces Janjawids et les importateurs d'une idéologie prônant la suprématie arabe au sein du Soudan, ce qui aurait donné naissance au conflit que l'on connaît (Hagggar, 2007). Notre propos n'est pas d'analyser les récits dramatiques tournant autour du supposé racisme des responsables de la CDR, mais il convient de noter que de nombreux intellectuels tchadiens—Arabes ou non, pro-CDR ou non—témoins des événements des années 1970 et 80 estiment que cette interprétation est anachronique. Luttant aussi bien contre le pouvoir sudiste à N'Djamena que contre les groupes rebelles rivaux nordistes (les Goran), le CDR, à l'instar de la plupart des mouvements armés tchadiens, était constitué d'une base ethnique limitée, arabe en l'occurrence. Comme d'autres mouvements issus du nord, il usait parfois d'une rhétorique islamique visant à fédérer les nordistes contre les sudistes, ainsi que d'un discours pan-arabe destiné à lui gagner l'appui de la Libye et d'autres pays arabes— Acheikh Ibn Oumar ayant été davantage pro-Libyen qu'Acyl Ahmat. Néanmoins, ce discours très différent de celui tenu par les chefs arabes darfouriens des Janjawids, n'a pas empêché le CDR de rester ouvert à des alliances avec des mouvements non arabes, notamment ceux du sud.

Hissène Habré a créé un semblant d'unité nationale en expulsant les forces libyennes et pro-libyennes du nord du Tchad en 1987. Cependant, ses partisans se sont lassés des violations des droits de l'homme et de l'instrumentalisation de la rivalité entre la France et les Etats-Unis qui étaient le fait du dictateur tchadien. En 1989, après avoir successivement fait appel à son armée et à la police secrète contre les sudistes et les Hajeray issus des montagnes Guéra au centre du Tchad, Habré lança ses forces militaires contre les Beri, soupçonnés de fomenter un coup d'Etat. Des trois principaux leaders Beri,

auparavant piliers du régime, Idriss Déby fut le seul à échapper à la répression, trouvant refuge au Darfour. Il y bénéficia du soutien des Beri soudanais et de la junte islamiste d'Omar al-Bachir, qui venait de prendre le pouvoir à Khartoum et comptait parmi ses principaux leaders un Beri soudanais prééminent, le général Tijani Adam Taher.

Idriss Déby a pris la tête du Tchad l'année suivante, en 1990. Depuis, l'Etat, l'armée et l'économie sont contrôlés par des branches Beri, notamment le sous-groupe de Deby, les Bideyat, et son clan, les Kolyala (Lemarchand, 2005, p. 121; Marchal, 2007, pp. 185–86). Il convient de souligner que bien qu'il mise beaucoup sur son ethnie, Déby n'est jamais parvenu à obtenir le soutien de l'ensemble des Beri. Par exemple, les éleveurs de chameaux Bideyat ont souvent été méprisés par les anciennes et opulentes chefferies Zaghawa, ce qui a incité les Zaghawa tchadiens à se rebeller contre Déby dès 1992 (Hagggar, 2003).

A la même période, les affrontements entre groupes arabes et non arabes se sont multipliés au Darfour. Le parti pris de Khartoum en faveur des Arabes a poussé les non Arabes à former des milices puis des groupes rebelles. Ceux-ci ont pris de l'ampleur à partir de 2002 lorsque les Fur ont forgé une alliance avec les Beri, renforcés par leur présence et leur influence au Tchad (Tanner et Tubiana, 2007, p. 18).

Idriss Déby : artisan de la paix ou fauteur de trouble?

Idriss Déby était un allié loyal du régime soudanais jusqu'à ce que la guerre éclate au Darfour. Les rebelles soudanais du Darfour ou du Sud Soudan le sollicitaient depuis 1991 mais il persistait à refuser de les soutenir (Tanner et Tubiana, 2007, p. 20). Au début des années 1990, il refusa d'appuyer de jeunes mouvements rebelles malgré les demandes répétées de quelques intellectuels Zaghawa soudanais (dont certains font aujourd'hui partie des chefs rebelles du Darfour, notamment Sharif Harir, Adam Ali Shogar, Ahmad Tugod et Nurein Minnawi Bartcham). A partir de 2003, Déby n'était néanmoins plus en mesure d'empêcher les deux mouvements rebelles du Darfour—l'Armée de Libération du Soudan (SLA) et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (JEM)—de faire du Tchad une base arrière, de lever des combattants parmi la Garde républicaine du régime et de chercher à obtenir l'appui des Beri tchadiens, y compris

parmi les proches du gouvernement. En mars-avril 2003, il envoya des troupes tchadiennes pour lutter contre le SLA et le JEM au Darfour. Cependant, les soldats Beri du Tchad n'avaient aucune intention de lutter contre d'autres Beri, et ont averti les rebelles soudanais de leur approche. En mars 2004, le gouvernement tchadien a renouvelé ses promesses de fidélité au gouvernement soudanais, ce qui a conduit à la création d'un groupe dissident au sein des JEM, le Mouvement national pour la réforme et le développement (MNRD), qui a permis d'assurer un accord de cessez-le-feu de courte durée avec Khartoum en décembre 2004 (Tanner et Tubiana, 2007, pp. 60–62). En mai 2004, les autorités tchadiennes ont arrêté deux dirigeants majeurs du JEM, Bahar Idris Abu Garda (le numéro deux du mouvement—son vice-président et secrétaire général) et Jamal Idris Bahar-ed-Din, tous deux Zaghawa du Soudan, pour ensuite les livrer au gouvernement soudanais. Parents et proches des deux hommes se sont cependant rapidement mobilisés et ils ont été relâchés peu de temps après. Déby était plus que jamais pris en étau entre son alliance avec Bachir et sa solidarité avec les Beri soudanais, les deux camps qui lui avaient permis d'accéder au pouvoir. Les mois suivants, il a continué à lutter contre les rebelles du Darfour, en particulier le JEM, et est même allé jusqu'à former une alliance avec le SLA pour tenter de démonter les bases JEM situées dans la localité de Tiné.¹⁹

En février 2005, Déby a apporté son soutien à un autre groupe dissident issu du JEM, qui s'est d'abord fait appelé Provisional Revolutionary Collective Leadership Council, puis le JEM-Field Command. Ce mouvement était dirigé par Mahamat Saleh Arba, un Zaghawa Kobe du clan Kiregu—qui était également le clan du Général Mahamat Ali Abdallah, un des principaux responsables tchadiens chargés du dossier Darfour, qui est ensuite devenu président de la commission conjointe SLA-JEM du gouvernement soudanais.²⁰ Le JEM-Field Command comptait environ 200 combattants, tous Zaghawa du Soudan et du Tchad, principalement basés au sud de Tiné. Le gouvernement tchadien leur a fourni une dizaine de véhicules, et ils en ont volé environ quinze de plus à l'Union Africaine et au Comité international de la croix rouge (CICR).²¹

Pour Idriss Déby, l'assouplissement des relations avec Khartoum, signalé par son soutien aux groupes dissidents du JEM, n'a pas uniquement été motivé par le désir d'affaiblir le JEM mais également par celui de se présenter comme

médiateur du conflit au Darfour, qui constituait une source d'embarras pour lui. Le 8 avril 2004, un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement soudanais, le SLA et le JEM a été signé à N'Djamena. Or, très rapidement, la médiation tchadienne a perdu toute crédibilité aussi bien aux yeux des rebelles que du gouvernement soudanais. N'Djamena est tout de même parvenu à conserver son rôle de co-médiateur dans les pourparlers d'Abuja jusqu'au début de l'année 2006.

Idriss Déby n'a pas été en mesure d'empêcher ses proches de soutenir les rebelles au Darfour, ce que le régime soudanais lui a clairement reproché. À partir de 2003, Khartoum a intégré au sein de l'opposition tchadienne Janjawid des éléments basés au Darfour, notamment des Arabes, ex-sympathisants du CDR, et des Tama—ennemis traditionnels des Beri.²² Lorsque ces groupes ne luttèrent pas aux côtés de l'armée soudanaise au Darfour, ils lançaient des attaques de l'autre côté de la frontière en territoire tchadien. Le Soudan souhaitait-il simplement déstabiliser la région frontalière ou avait-il l'intention d'instaurer un régime fantoche au Tchad ? Ses intentions sont ambiguës. En tout état de cause, à partir de 2004 les détracteurs du régime de Déby ont traversé le Soudan dans l'espoir d'y trouver du soutien. Comme Acheikh Ibn Omar l'a affirmé à l'époque, avant de se rendre lui-même à Khartoum, « Qu'ils soient Arabes, Sara [ethnie principale du Tchad méridional] ou Zaghawa, de nos jours tous les opposants au régime tchadien essayent d'entrer en relation avec des Soudanais ». ²³ En effet, Khartoum recevait alors toute personne susceptible de fragiliser le régime tchadien, y compris les Bidayat, parmi lesquels figuraient des proches du président, et qui se sont progressivement joints à la rébellion. En mai 2004, Déby a échappé à un putsch fomenté par des soldats issus de sa propre ethnie. À partir de ce moment, et surtout depuis fin 2005, les désertions au sein de l'armée tchadienne se sont multipliées. En 2003, les déserteurs sont partis rejoindre les rebelles au Darfour, mais penchent dorénavant pour le camp du gouvernement soudanais en vue de former des mouvements rebelles anti-Déby.

Les relations Tchad-Soudan depuis décembre 2005

En 2004, Khartoum a commencé à exhorter les nombreuses factions rebelles tchadiennes à s'unifier. En représailles, tout au long de l'année 2005, Idriss

Déby a resserré les liens avec certains groupes rebelles soudanais, tels que le JEM et la faction Zaghawa du SLA, dirigée par Minni Arku Minnawi. La situation s'est envenimée fin 2005. Une offensive sur la ville frontalière d'Adré le 18 décembre, menée par le Rassemblement pour la démocratie et les libertés (RDL) (un mouvement rebelle tchadien composé de Tama et mené par le capitaine Mahamat Nour Abdelkarim), a marqué un tournant. C'est à ce moment-là que Déby a réalisé combien était sérieux le soutien que le Soudan apportait aux rebelles tchadiens.²⁴ Quelques jours avant l'offensive, les 11 et 12 décembre, Mahamat Nour avait rencontré près de Geneina le conseiller du président Nafi Ali Nafi, le Ministre de l'Intérieur Al-Zubeir Bashir Taha ainsi que le ministre des Affaires humanitaires Ahmad Mohamad Haroun—tous considérés comme des membres éminents du gouvernement chargés du dossier du Darfour à Khartoum—et le gouverneur du Darfour-Ouest Jaffar Abdul-Hakim.²⁵ Des réunions similaires ont eu lieu plus tard, avant les principales attaques sur le territoire tchadien et en amont de la création de coalitions rebelles, qui constituait un des objectifs de la réunion des 11–12 décembre.

Les rebelles n'ont pas réussi à s'emparer d'Adré mais l'offensive a permis à Mahamat Nour de montrer sa force et de prouver ses qualités de dirigeant à la tête de la coalition rebelle formée peu de temps après, et connue sous le nom de Front uni pour le changement (FUC), ou Front uni pour le changement démocratique (FUCD). En représailles, Déby a décidé de renforcer son soutien aux rebelles du Darfour, contre lesquels il s'était souvent battu par le passé.

Les relations Tchad–Soudan se sont détériorées encore davantage lorsque le FUC a lancé une deuxième attaque en avril 2006 : une colonne de rebelles a avancé sur N'Djamena, et n'a été vaincue de justesse que grâce au concours de l'armée française et au manque de préparation des forces du FUC à la guérilla urbaine. Parallèlement, l'armée tchadienne et le JEM ont repoussé d'autres forces rebelles à Adré.

Peu de temps après, le 3 mai, Déby a une fois de plus remporté les élections présidentielles, tandis que les rebelles et l'opposition l'accusaient de fraude électorale, comme lors des deux élections précédentes en 1996 et 2001. Une des premières décisions du nouveau gouvernement de Déby a été de remplacer Taiwan, son allié traditionnel, par la Chine, amie du Soudan. Par l'intermédiaire de Kadhafi, il s'est également rapproché d'Omar al-Bachir qui était

présent lors de l'investiture de Déby. Le 26 juillet 2006, les deux gouvernements ont signé un accord dans lequel ils s'engageaient à ne pas donner refuge à leurs groupes rebelles respectifs. Deux semaines plus tard, les deux pays ont normalisé leurs relations diplomatiques. Enfin, le 28 août, ils ont signé un « accord cadre » rappelant la normalisation de leurs relations en tant qu'« amis et bons voisins ».

Bien que de courte durée, cet accord a symbolisé la première tentative bilatérale aux retombées tangibles sur le terrain, tout en démontrant les limites des négociations entre les deux gouvernements, dépassés par l'escalade des tensions locales qu'ils ont suscitées. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les gouvernements du Tchad et du Soudan souhaitaient sincèrement apaiser les tensions pendant l'été 2006, mais Déby semble avoir, dans une certaine mesure, respecté les règles du jeu et a exhorté les rebelles du Darfour à quitter le Tchad.²⁶ Certains sont partis à l'étranger ; d'autres se sont réfugiés dans les zones rebelles du Darfour ou sont restés au Tchad, où leur action s'est faite plus discrète. Les rebelles tchadiens basés au Darfour ont principalement rejoint leur pays d'origine mais avec l'intention de reprendre la lutte dès que possible. De violents combats se sont déroulés à partir de septembre 2006 entre ces différents groupes rebelles et l'armée tchadienne, notamment dans les montagnes de Dar Tama de la région de Guéréda, sans qu'aucun des deux camps ne remporte de victoire significative.

La trêve a duré le temps de la saison des pluies (de juillet à septembre) mais dès que les *wadis* (cours d'eau temporaires) ont commencé à s'assécher, les incursions rebelles et, dans certaines zones, les attaques des Janjawids ont repris au même rythme que pendant la première moitié de l'année. Ces nouvelles offensives, dont le gouvernement tchadien a principalement accusé Khartoum, ont signé la fin de l'accord bilatéral. Fin septembre, les rebelles soudanais espéraient que le Tchad leur prêterait à nouveau main forte,²⁷ un souhait qui semble s'être réalisé dès début octobre.

Après des mois de guerre intense menée par groupes interposés fin 2006 et début 2007, les négociations bilatérales ont été relancées par le biais d'un nouvel accord signé en Arabie Saoudite en mai 2007. Une fois de plus, les deux pays se sont engagés à expulser les rebelles de leur voisin. La saison des pluies a de nouveau été marquée par une trêve. Subissant des pressions de

Khartoum, les rebelles tchadiens ont accepté des négociations sous l'égide de la Libye. « Nous n'avons pas le choix. Les Soudanais souhaitent que nous quittions le territoire pour qu'ils puissent se concentrer sur le conflit du Darfour » a expliqué un chef rebelle tchadien.²⁸

Le 3 octobre, alors que l'on s'attendait à de nouvelles attaques rebelles en territoire tchadien, N'Djamena a signé un accord à Syrte en Libye avec quatre mouvements rebelles : l'UFDD, l'UFDD-Fondamentale, le RFC et la CNT—les quatre groupes rebelles principaux qui avaient bénéficié du soutien du Soudan. La plupart des factions non impliquées dans les négociations ont moins d'influence et n'ont pas reçu d'aide majeure du Soudan. Les négociations inter-tchadiennes en Libye n'ont toutefois pas abouti sur un certain nombre de points importants. Comme l'a expliqué un chef rebelle :

Nous avons posé les conditions mais le gouvernement tchadien n'en a accepté qu'un tiers, par exemple la réintégration des déserteurs au sein de l'armée. Cependant, les points décisifs tels que la nomination d'un premier ministre provisoire choisi par les mouvements rebelles et l'organisation d'une table ronde comprenant l'opposition officielle en vue de tenir de nouvelles élections, ont tous été rejetés par le gouvernement.²⁹

Il semble clair avec le recul que cet accord avait peu de chances de mettre fin à la rébellion tchadienne, un échec confirmé par la violence qui s'ensuivit. Le 14 mars 2008 à Dakar, les présidents Déby et Bachir ont signé un nouvel accord de non-agression (Le Monde, 2008), qui n'a fait que réitérer les conditions des accords précédents, et risque tout autant de rester lettre morte. 🗨️

V. Les groupes armés du Tchad oriental et du Darfour

Décembre 2005–avril 2006 : les attaques du FUC

A mesure que les rebelles du Darfour montaient en puissance, le gouvernement soudanais a renforcé son soutien aux rebelles tchadiens. Son objectif était d'ouvrir un deuxième front contre le SLA et le JEM, d'abord en affaiblissant le Tchad oriental, que ces derniers exploitent comme base arrière, puis—comme le souligne le gouvernement tchadien—en essayant de mettre en place un régime pro-soudanais à N'Djamena. Ce dernier objectif était certes plus ambitieux et risqué mais c'était clairement le but de l'attaque du FUC sur N'Djamena le 13 avril 2006 (bien que certains pensent que le FUC ait lancé cette attaque sans le consentement de Khartoum). En représailles, entre fin 2005 et avril 2006, le gouvernement tchadien a apporté son soutien à quelques rebelles du Darfour à condition qu'ils s'engagent à l'aider à combattre les rebelles tchadiens au sein même du Tchad. Si l'offensive sur Adré en avril 2006 a échoué, c'est en partie grâce au JEM qui est parvenu à mobiliser sept véhicules (avec environ une centaine de véhicules aux côtés de l'armée tchadienne). A partir de ce moment, les rebelles soudanais, tout particulièrement le JEM, ont régulièrement lutté aux côtés des forces tchadiennes contre les rebelles tchadiens, en particulier à Adré et dans le Dar Tama.³⁰

Entre décembre 2005 et avril 2006, le gouvernement du Tchad s'est trouvé plus menacé que jamais. Dès le début de cette période, le Soudan a eu pour stratégie de coaliser les différentes factions rebelles tchadiennes au sein du FUC, en les plaçant sous le commandement du capitaine Mahamat Nour Abdelkarim qui était à l'époque un protégé de Khartoum. Ce choix fut loin de faire l'unanimité. Mahamat Nour—surnommé Abtantama, « le bègue », à cause d'un défaut d'élocution—est le fils d'un chef traditionnel Tama : les Tama sont une ethnie non arabe disposant d'un sultanat dans la région de Guéréda, au nord d'Abéché, et dans plusieurs petites communautés dispersées au Darfour. Mahamat Nour a passé une partie de sa jeunesse avec le colonel Mahamat

Garfa, le principal leader politique Tama du Tchad. En 1989, encore étudiant et âgé d'à peine vingt ans, il a été un des rares Tama à rejoindre Idriss Déby au sein du Mouvement patriotique du salut (MPS) au Darfour. Après la victoire de 1990, il est rentré au Tchad où il a été nommé préfet à Biltine avant d'occuper plusieurs postes secondaires dans l'armée.

En 1994, Mahamat Garfa s'est rebellé contre le régime et a fondé l'Alliance nationale de résistance (ANR), ou Forces nationales de résistance (FNR). Mahamat Nour a suivi son père spirituel, mais pendant que Garfa était exilé au Bénin, il a établi une base au Soudan avec ses combattants. En 1998, il a été recruté par les services secrets soudanais grâce à l'entremise d'Azzein Issak Ibrahim, un Tama du Soudan et conseiller du président Bashir. Dans ce nouveau rôle, Mahamat Nour a été actif dans les régions pétrolières du Nil supérieur occidental, mais au moment de la répression de la rébellion du Darfour en 2003, il est devenu lieutenant-colonel chargé de lever et diriger des milices Janjawids, sous la supervision d'Abderahim Ahmed Mohamed « Shukurtallah », un officier des services secrets militaires qui était à l'époque le principal chef des Janjawids dans le Darfour-Ouest.³¹ Le rôle de Mahamat Nour était de recruter des troupes Tama afin d'attaquer les positions du SLA et les villages du Darfour-Ouest. Comme beaucoup de Janjawids, ces troupes faisaient initialement partie des Forces de défense populaire soudanaises (FDP), avant de se tourner vers un mouvement rebelle tchadien.³² En décembre 2005, Mahamat Nour était le « coordinateur général » des FDP dans le Darfour-Ouest.³³

En 2003, Mahamat Garfa a signé un accord de paix avec Idriss Déby sous les auspices du président du Gabon, Omar Bongo, et a été récompensé plus tard par une nomination au poste de ministre de la Poste et des télécommunications. Cependant, la plupart des combattants de l'ANR sont restés au Soudan. En 2005, Mahamat Abbo Silek, un cousin germain de Mahamat Nour exilé en France, est arrivé au Soudan en vue de remobiliser les troupes mais il a été arrêté par les services secrets soudanais en septembre et incarcéré pendant neuf mois. Cela a permis à Mahamat Nour de s'emparer du mouvement, qu'il a rebaptisé dans la foulée le Rassemblement pour la démocratie et les libertés (RDL).³⁴

En décembre 2005, le RDL constituait la composante principale du FUC. Il recrutait essentiellement parmi les Tama (du Tchad et du Soudan), les Arabes

tchadiens (notamment les Eregat de Dar Tama) et les Ouaddaïens. Le FUC était également doté d'une composante arabe (du Tchad et du Soudan), qui provenait en partie de reliquats du CDR, dirigé par Hassan Saleh Al-Gaddam, alias « Al-Jineidi ». ³⁵ Ce dernier est un Arabe Hemat ³⁶ issu du Tchad, ancien membre du CDR formé par l'académie militaire libyenne. Il a rejoint la rébellion anti-Déby au Soudan dès 1994 et a fondé le CNT en 2004. Ses troupes comprennent des Arabes qui ont participé à des attaques sur des villages non arabes dans le Wadi Saleh (Darfour-Ouest) en 2003-04, sous l'uniforme des FDP soudanaises. ³⁷ En juillet 2004, Al-Jineidi a lancé une première offensive sur le territoire tchadien à Haraz Manguaigne au sud d'Am Timan, à la frontière avec la RCA. Il a été arrêté par le gouvernement soudanais—qui désapprouvait sans doute cette opération—puis relâché en 2005. Il est ensuite devenu premier vice-président du FUC. Un leader SLA ayant séjourné dans la prison Kober de Khartoum en même temps qu'Al-Jineidi a déclaré que ce dernier « a refusé de suivre les ordres du gouvernement soudanais et a été incarcéré à Kober par les services de sécurité jusqu'à ce qu'il change d'avis. Il a été libéré en même temps que moi et j'ai appris qu'il avait reçu des véhicules et des armes du gouvernement. »

On compte aussi, au sein du FUC, une composante ouaddaïenne et Mimi menée par Adouma Hassaballah Jedareb, Arabe de mère ouaddaïenne et ex-membre du Front populaire pour la renaissance nationale (FPRN) d'Adoum Yacoub, groupe dont dérive en partie cette composante. Le FUC comporte également une section Bideyat, fondée sur le Rassemblement populaire pour la justice (RPJ), mouvement regroupant des déserteurs du sous-groupe Borogat dirigé par Abakar Tolli—le frère de Wudey Tolli, chef traditionnel Borogat et oncle du ministre des Finances de Déby, Abbas Mahamat Tolli.

Le Socle pour le changement, l'unité et la démocratie (SCUD) est un autre large mouvement de déserteurs Bideyat qui a accepté d'adhérer au FUC dès sa constitution en décembre 2005, en dépit de l'inimitié bien connue de Mahamat Nour envers les Beri. Le gouvernement soudanais et Mahamat Nour se méfient cependant de ce mouvement, dont les dirigeants sont des membres de la famille proche d'Idriss Déby—ce qui explique pourquoi ils n'ont jamais obtenu de positions importantes au sein du FUC. Lorsque le FUC a lancé une offensive en avril 2006 sur N'Djamena, il n'a pas coordonné ses actions avec le SCUD.

Le FUC a enrôlé des combattants aussi bien tchadiens que soudanais, notamment les Tama du Soudan. Près de 60% des rebelles FUC capturés par les forces tchadiennes à la suite de l'offensive ratée sur N'Djamena le 13 avril 2006 étaient soudanais : nombre d'entre eux vivaient au Soudan et en avaient la nationalité, tout en étant d'origine tchadienne. Des journaux soudanais ont été trouvés sur certains de ces hommes, et au cours des interrogatoires menés par les autorités tchadiennes auprès d'environ 170 prisonniers FUC (sur un total de 600), une centaine ont affirmé être soudanais. Parmi ces 170 prisonniers, 73 étaient Tama, dont plus de la moitié originaires du Soudan. Nombre d'entre eux déclarèrent avoir été recrutés de force ou en échange de promesses de récompenses, non seulement par les rebelles tchadiens mais aussi par l'armée soudanaise.³⁸

Le FUC est également composé de rebelles centrafricains. Ce sont des ex-Libérateurs qui ont placé François Bozizé à la tête de la RCA avec le soutien du Tchad en 2003. Rapidement déçus par son action, ils se sont ensuite rebellés contre le régime. Lorsqu'ils ont sollicité le soutien du gouvernement soudanais, on leur a répondu que la priorité de Khartoum était le Tchad et qu'ils pourraient recevoir de l'aide contre Bozizé à condition de rejoindre le FUC contre Déby. Leur chef, un Arabe tchadien, se nomme Adoum Rakhis Abder-Razul. Il a été fait prisonnier aux côtés d'une cinquantaine de rebelles centrafricains par les forces tchadiennes lors de l'attaque sur N'Djamena le 13 avril 2006 (FIDH, 2006, pp. 55, 58; International Crisis Group, 2007, p. 27). Interrogé par la police tchadienne le 15 avril, Abder-Razul répondait :

Etant donné la souffrance qui régnait sur les terres centrafricaines pendant les hostilités lorsque nous avons pris le pouvoir au nom de Bozizé, nous, huit officiers des « Libérateurs », avons décidé de former une [nouvelle] rébellion contre le régime de la RCA. . . Comme nous n'avions pas d'armes, nous avons répondu à une demande émise par le gouvernement soudanais et l'opposition tchadienne pour les aider à libérer le Tchad et en échange, ils ont dit qu'ils nous aideraient à faire la même chose pour la RCA. J'ai [initialement] refusé cette proposition alors le gouvernement soudanais a repris la Toyota et le Thuraya qu'il m'avait donnés et nous a demandé de partir. Mais comme nous ne savions pas quoi faire à ce moment là, nous étions obligé [de changer d'avis et] d'accepter leur décision. Et

donc Al-Bachir nous a donné des armes. . . J'ai rejoint une rébellion anti-RCA mais le manque d'armes nous a forcé à intégrer l'opposition tchadienne. (Debos, 2008)

Ces tractations entre les ex-Libérateurs et Khartoum sont un bon exemple des « loyautés variables », communes dans la région (Debos, 2008).

En avril 2006, le FUC comptait environ 5,000–7,000 hommes, dont une moitié appartenait au RDL. Seuls 1,200 d'entre eux équipés de 70 véhicules ont participé à l'offensive sur N'Djamena. Il est évident que Khartoum ne soutenait pas toutes les factions FUC de manière équitable à ce moment-là : le RDL a reçu plus d'armes que les autres, y compris le groupe d'Adouma Hassaballah (Voir encart n°1).

L'échec de l'offensive sur N'Djamena a signé le rapide déclin du FUC, qui a perdu à la fois ses troupes et la confiance de Khartoum. En juillet 2006, le groupe d'Al-Jineidi, la Concorde nationale du Tchad (CNT), a pris congé du FUC et s'est rapprochée du SCUD. En septembre, Adouma Hassaballah a quitté Mahamat Nour pour, accompagné de nombreux combattants ouaddaïens, aller retrouver le Rassemblement national démocratique (RND).

Encart n°1 « **L'arme à feu est comme de la nourriture pour nous** » : **les armes circulent entre le Tchad et le Soudan**

Les deux pays ont armé les opposants de l'autre camp tout au long des diverses étapes de leurs rébellions respectives. Ce processus de militarisation n'a pourtant jamais été constant, symétrique ou homogène. L'armement inégal des différentes factions a au contraire constamment fait basculer les dynamiques de pouvoir entre les groupes rebelles en compétition et alimenté la dissidence. Le recyclage constitue un élément significatif des transferts et de la circulation des armes dans la région, les armes confisquées à un groupe rebelle étant ensuite données à d'autres groupes.

Jusqu'à mi-2004, les armes fournies par le Soudan au Darfour étaient principalement destinées aux Janjawids. Parallèlement, certains rebelles tchadiens (tels que Mahamat Nour Abdelkarim) qui ont mobilisé des combattants d'origine tchadienne pour former des milices Janjawids ont bénéficié de ce soutien. En 2005, lorsque la circulation des armes en direction des Janjawids s'est faite plus rare, Khartoum s'est mis à armer les groupes rebelles tchadiens, parfois avec des armes en provenance de Chine, dont certaines étaient fabriquées au Soudan (Amnesty International, 2007; Small Arms Survey, 2007b, 2007c). Le FUC—notamment la faction Tama de Mahamat Nour—bénéficiait d'un traitement préférentiel en termes d'accès à ces armes, avec pour effet de semer la discorde au sein de la coalition rebelle (Correau, 2007).

Les armes récupérées pendant les conflits permettent d'en apprendre un peu plus sur leur circulation. Par exemple, lors des combats de N'Djamena en avril 2006, les armes du FUC saisies par les forces tchadiennes étaient des lance-roquettes multitubes chinois, des canons sans recul (B-10 chinois ou SPG-9 russes) et des lance-roquettes RPG.³⁹ Un officier FUC appréhendé à N'Djamena pendant la bataille a indiqué à un policier tchadien que le groupe qui attaquait la capitale—avec plus de 70 véhicules—avait en sa possession cinq lance-missiles sol-sol et dix anti-tanks. Un autre prisonnier, « chef de section » FUC basé à Harara (au sud de Geneina) a déclaré :

Le président du Soudan Omar Hassan al-Bachir est venu nous voir en personne à trois reprises. A chaque visite, il s'est longuement entretenu avec nos dirigeants. Lors de sa dernière visite, il a apporté des vivres, des uniformes et des armes par la route. Les chefs rebelles sont partis par la voie des airs et les véhicules sont revenus vides.⁴⁰

De nombreux combattants FUC, notamment ceux fait prisonniers par les autorités tchadiennes, portaient des uniformes soudanais. Certains d'entre eux ont affirmé être soldats ou agents de police soudanais.⁴¹ Il est à ce titre intéressant que les armes des hommes de Mahamat Nour confisquées en avril 2006, comme celles saisies à Adré en décembre 2005, aient été redistribuées aux rebelles du Darfour par le gouvernement tchadien. Une source proche d'Idriss Déby a admis ce transfert, le décrivant comme un « retour à l'expéditeur ».⁴²

Après l'échec de l'offensive du FUC sur N'Djamena, Khartoum a distribué des armes à l'UFDD. La nouvelle coalition a reçu des lance-roquettes RPG, des armes antitank et anti-aériennes, ainsi que des missiles SAM-7 (Correau, 2007). Mahamat Nouri a déclaré sur Radio France Internationale (RFI) que la plupart de ces missiles avaient été saisis dans les stocks de l'armée tchadienne pendant l'attaque d'Abéché en novembre 2006. Il semble néanmoins que les missiles SAM-7 aient également été livrés à l'UFDD par Khartoum. Un journaliste de RFI a remarqué qu'il y avait des « inscriptions chinoises. . . sur les batteries des missiles antiaériens de l'UFDD » (Correau, 2007). La livraison d'armes de Khartoum aux factions rebelles tchadiennes, tout particulièrement l'UFDD, semble s'être poursuivie au cours des premiers mois de 2007, et à plus grande échelle à partir de septembre 2007 (ONU, 2007).

Pour leur part, les rebelles du Darfour ont eu dès 2003 les faveurs du Tchad et notamment de la communauté Beri (y compris parfois de la famille d'Idriss Déby, sans le consentement de ce dernier). Ces rebelles ont reçu de l'argent et des cadeaux, et on leur a vendu des armes et des véhicules. Les civils tchadiens, surtout les Beri, ont l'habitude d'apporter armes et véhicules à la frontière ou au Darfour pour les vendre aux rebelles. Un AK47 se vend là-bas 300–500 USD alors qu'au Tchad, les mêmes armes ne valent pas plus de 200–250 USD. Les trafiquants tchadiens sont aussi attirés par la devise soudanaise. Depuis mai 2003, le JEM, dans l'espoir d'éviter le conflit avec le régime tchadien, tente de refuser les déserteurs tchadiens ainsi que les armes et véhicules volés au Tchad. Comme un chef haut placé du JEM l'a expliqué :

Au départ, de nombreux tchadiens sont venus nous rejoindre mais nous voulons arrêter ça et nous leur avons demandé de partir. Depuis mai 2003, à la suite de l'assaut des troupes tchadiennes à notre rencontre au Soudan [en mars-avril 2003], nous ne souhaitons plus que les déserteurs militaires tchadiens nous rejoignent, ou qu'ils pillent les armes et véhicules du gouvernement tchadien pour nous en faire don ou les revendre. Nous l'avons déclaré publiquement dans la mosquée pendant l'Aïd et cela nous a permis d'apaiser les tensions entre nous et le gouvernement tchadien. Nous l'avons répété en 2004 à la demande de Déby.⁴³

Néanmoins, selon de nombreux chefs rebelles, il est difficile de déterminer l'origine nationale d'un Beri—et encore moins celle des véhicules et des armes. Un des responsables du JEM a admis qu'« il se pourrait que parfois les voitures de l'armée tchadienne, repeintes, passent entre nos mains ». Un autre a déclaré : « L'arme est comme de la nourriture pour nous. On ne demande pas d'où elle vient ».⁴⁴

Aux côtés du JEM, la branche Zaghawa du SLA a largement tiré parti des armes en provenance du Tchad, notamment grâce aux bonnes relations d'Abdallah Abbakar Bashir avec la communauté Beri tchadienne.⁴⁵ Au sein du SLA, Abdallah Abbakar et son successeur, Minni Minnawi, détiennent la plupart des armes et véhicules qui franchissent la frontière, au détriment de la faction Fur d'Abdelwahid Mohammad Nur. En février 2005, Idriss Déby aurait versé 500 millions SDG (environ 240,000 USD) à Juma Mahamat Haggar, le chef du personnel de Minni Minnawi.⁴⁶ L'aide financière tchadienne aurait permis au SLA d'acquérir des armes antiaériennes au Tchad, notamment des missiles SAM 15–20 plus tard confisqués au SLA–Minni Minnawi par le G19 pendant l'été 2006.⁴⁷ Cependant, c'est surtout à partir de 2005 que le Tchad s'est mis à armer les rebelles directement, à commencer par le JEM à qui il a donné des armes ayant appartenu aux rebelles tchadiens.

Après les accords de paix du Darfour de mai 2006,⁴⁸ le G19 non signataire s'est rapidement procuré des armes pendant les affrontements avec l'armée soudanaise et le SLA–Minni Minnawi. À l'automne 2006, la nouvelle alliance du Front de rédemption national (comprenant le JEM et le G19) a également permis au G19 de bénéficier de l'aide de N'Djamena. Suite à des querelles intestines, les armes et véhicules venus du Tchad se sont principalement retrouvés aux mains d'une faction, celle d'Adam Bakhit et de Khamis Abdallah Abbakar.

Le marché de l'armement à N'Djamena constitue une source supplémentaire d'approvisionnement. On y trouve des Kalachnikovs russes, des pistolets libyens et d'autres armes de petit calibre pour 200–600 USD. Ces armes proviennent de différentes sources telles que la République démocratique du Congo (RDC) par le biais de la RCA. Les factions rebelles actives en RCA, le FPRN en particulier, exploitent cette source d'approvisionnement en faisant des incursions dans la province de l'Équateur au nord de la RDC afin d'acheter des armes sur le marché local.⁴⁹

À Dar Sila, depuis 2006, les milices traditionnelles Dajo ont essayé de remplacer leurs arcs, flèches empoisonnées et lances par des armes à feu (Amnesty International, 2006, p. 2). Elles ont sollicité le gouvernement tchadien et le JEM pour obtenir des « kalach ». En juillet 2006, six Dajo tenants d'une ligne dure—notamment Bachir Hassan Bachir, à la fois

partisan des milices et colonel de l'armée tchadienne—ont signé un accord de soutien mutuel avec Nourain Minnawi Bartcham, un politicien membre du JEM, chargé de lever des milices Dajo en vue d'ouvrir un front allant de Dar Sila au Darfour-Ouest.⁵⁰ La plupart des milices Dajo n'étaient cependant pas prêtes à lutter au Darfour ; c'est la raison pour laquelle le JEM et le SLA ont entraîné plusieurs centaines de miliciens Dajo, mais ne leur ont pas donné d'armes. En 2006 par exemple, 400 hommes Dajo issus de Tiero et Marena, constituant une des plus importantes milices locales, ont reçu un entraînement pendant quatre mois dans un camp près de Koukou Angarana. Des vidéos de ces entraînements filmées par des rebelles darfouriens montrent un nombre relativement réduit d'armes à feu, qui n'ont pas été fournies aux Dajo par les rebelles. Cette milice a dû acheter des armes par ses propres moyens.⁵¹

Quelques mois plus tard, en novembre 2006, d'autres Dajo jusqu'au-boutistes plus importants—notamment des hommes politiques de N'Djamena—ont demandé au gouvernement de leur fournir 2,000 « armes d'assaut » et autant d'uniformes, ainsi que des munitions, trois pick-up Toyota, des chevaux, huit téléphones satellites Thuraya et trente millions de francs tchadiens (71,000 USD).⁵² Leurs demandes n'ont toutefois pas été satisfaites. Soucieux d'éviter de prendre parti contre les Arabes, le gouvernement tchadien a refusé d'armer les Dajo, et les soldats de l'armée ont souvent confisqué leurs armes. Pourtant les milices avaient réussi à en obtenir quelques-unes—principalement de vieilles kalach ainsi que des RPG—provenant de l'armée tchadienne et du JEM, notamment lorsque l'armée a quitté Dar Sila après l'incursion du FUC à Adré en décembre 2005. Mais il semble qu'il s'agissait de dons de proches ou de sympathisants plutôt que le résultat d'une décision venue d'en haut. Les Dajo ont souvent acheté la plupart de leurs armes à feu, à des prix allant de 300 à 700 USD, à des soldats tchadiens qui ne se sont pas privés de les leur confisquer par la suite. Une des plus grandes milices Dajo, basée à Tiero, possédait près de 75 kalach—toutes achetées—pour environ 200 hommes, ainsi que sept RPG—dont cinq achetés et deux donnés par des soldats.⁵³

Les efforts déployés par les milices Dajo en vue de se procurer des armes n'ont pas forcément été encouragés par les chefs communautaires. En septembre 2006, le sultan Dajo Saïd Brahim a déclaré :

Mon peuple veut des armes, c'est pour cela que je ne suis pas du tout content. Je leur dis : où vais-je trouver des armes pour vous les donner? Les armes attireront encore plus d'ennemis.⁵⁴

Automne 2006 : la montée en puissance du NRF et de l'UFDD

Après la trêve de l'été 2006, Khartoum et N'Djamena ont renforcé davantage leur soutien aux rebelles de leur voisin respectif. La victoire des rebelles darfouriens le 7 octobre a contribué à les rapprocher encore davantage du régime tchadien. L'offensive victorieuse du Front de rédemption national (NRF, une

nouvelle coalition éphémère de groupes rebelles darfouriens opposés à l'accord d'Abuja) sur la base soudanaise de Kariyari, située sur la frontière juste en face du camp de réfugiés d'Ouré Cassoni, a été utile à N'Djamena qui jugeait cette base menaçante (Tanner et Tubiana, 2007, p. 55). Par ailleurs, les rebelles darfouriens ont eu l'autorisation, avant et après l'attaque, de passer en territoire tchadien et d'y rester⁵⁵ et ils y ont même gardé prisonniers plusieurs douzaines de militaires soudanais pendant quelques mois.⁵⁶ Cependant, ce rapprochement a aussi provoqué une scission au sein du NRF entre les factions les plus proches de N'Djamena et celles qui souhaitent revendiquer leur indépendance par rapport à tout pouvoir extérieur (Tanner et Tubiana, 2007, p. 56).

Parallèlement, un peu plus au sud, les attaques des milices Janjawids—composées à la fois de Soudanais et de Tchadiens—ont repris à Dar Sila. Dans la même région, des affrontements ont éclaté entre les rebelles darfouriens et les Janjawids. Alors qu'ils ne se déplaçaient qu'à cheval, les Janjawids se sont mis à circuler en voiture, probablement grâce au Soudan ou aux rebelles tchadiens. Les victimes de ces attaques confondent parfois les Janjawids et les rebelles tchadiens. Beaucoup schématisent les différences en désignant tous les agresseurs à cheval comme des Janjawids, appellation qui correspond à l'étymologie du mot, et ceux en voiture comme des rebelles. Les attaquants portent fréquemment des uniformes soudanais, et des cartes d'identité de l'armée soudanaise ont été retrouvées sur des Janjawids morts au combat.⁵⁷

Ces attaques ont peut-être été motivées par la préparation d'une autre offensive par les rebelles tchadiens. En effet, le 22 octobre, l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), une nouvelle coalition formée le matin même, a attaqué Goz Beïda, la capitale de Dar Sila et, le jour suivant, Am Timan, la capitale du département voisin de Salamat. Ces incursions inattendues et successives ont permis au gouvernement soudanais de tenter de former une nouvelle fois une coalition de tous les groupes rebelles pour remplacer le FUC. Cette seconde tentative était fondée sur l'arrivée parmi les rebelles—ou le retour—de deux protégés de Khartoum bien plus expérimentés que Mahamat Nour : Acheikh Ibn Oumar Saïd, ancien chef du CDR, tour à tour ministre et rebelle sous tous les régimes depuis 1979 ; et Mahamat Nouri, un Goran du sous-groupe Anakazza (comme Hissène Habré) qui a été

ministre de Habré et de Déby. En juillet 2006, Nouri a quitté son poste d'ambassadeur tchadien en Arabie Saoudite pour rejoindre les rangs de la rébellion et fonder l'Union des forces pour le progrès et la démocratie (UFPD), composée de quelques centaines de combattants d'origine Goran.

Dans sa formation initiale, l'UFDD était composée de trois factions : l'UFPD de Mahamat Nouri, le Conseil démocratique révolutionnaire ou CDR (dirigé par Acheikh Ibn Oumar depuis 1982 et composé principalement d'Arabes, de Ouaddaïens et de Mimi mais qui n'a jamais su fédérer l'ensemble des rebelles arabes), et d'un autre petit groupe d'Arabes (une faction dissidente du FUC dirigée par Abdelwahid Aboud Makaye, qui est aussi un Arabe Awlad Rashid).

L'incursion du 22 octobre avait certainement pour but de redonner les rênes à Mahamat Nouri au cas où une coalition plus large serait formée. En effet, dès novembre, les différentes factions rebelles se sont réunies à Geneina, dans le Darfour-Ouest, avec l'intention d'élargir la base du mouvement. Il semble que Khartoum ait souhaité que Mahamat Nouri remplace Mahamat Nour à la tête de cette coalition. Par la suite, le RND d'Adouma Hassaballah a rejoint l'UFDD, amenant un grand nombre de combattants ouaddaïens du FUC. À l'exception de ce mouvement et de quelques factions sans grande influence, les groupes les plus importants, notamment les Tama du FUC, ont refusé d'intégrer l'UFDD et sont restés fidèles à Mahamat Nour, tout comme la CNT et les différents mouvements Bideyat comprenant le Rassemblement des forces démocratiques (RAFD). Cependant, le 25 novembre 2006, alors que le FUC gardait toujours ses distances, le RAFD et la CNT ont agi de concert avec l'UFDD, attaquant Am Zoer et Biltine tandis que ce dernier lançait avec succès une offensive éclair sur Abéché. Les mois suivants, des divisions se sont fait sentir au cœur même de l'UFDD. En mai 2007, Acheikh Ibn Oumar, déçu par son rôle limité de second derrière Nouri, a quitté le mouvement en compagnie d'Abdelwahid Aboud Makaye pour rejoindre le groupe séparatiste UFDD-Fondamentale. Ces deux chefs arabes Awlad Rashid ont emmené avec eux les membres arabes de l'UFDD.

Pour gagner le soutien de Khartoum, les factions rebelles tchadiennes ont été obligées d'intégrer diverses coalitions, dont le FUC et l'UFDD. Depuis la mi-2006, Khartoum distribue des armes et des véhicules principalement à Mahamat Nouri, alors qu'ils étaient préalablement destinés à Mahamat Nour.

Cela a permis à Nouri d'acquérir plusieurs centaines de véhicules entre 2006 et 2008.

Le 25 février 2008, après l'offensive ratée sur N'Djamena, une nouvelle coalition rebelle se faisant appeler Alliance Nationale (AN) et toujours dirigée par Mahamat Nouri a été mise en place avec l'appui de Khartoum. Elle est composée des reliquats de l'UFDD de Nouri, de l'UFDD-Fondamentale et du récent Front pour le salut de la République (FSR), mené par Ahmat Hassaballah Soubiane, un Arabe tchadien de la branche des Mahamid (très présente à l'ouest et au nord du Darfour) et ancien ministre de Déby. L'Alliance Nationale a brièvement été rejointe par l'Union des forces pour le changement démocratique (UFCD), fondée un peu moins d'un mois plus tôt par des dissidents ouaddaïens de l'UFDD et du RFC. Khartoum est ainsi parvenue à reformer une coalition rebelle tchadienne ressemblant fortement à l'UFDD d'origine, qui s'était atomisée en moins de deux ans. Une fois de plus, le RFC Bideyat a refusé d'y participer (Alliance nationale, 2008; Correau, 2008).

La position des mouvements Bideyat à l'égard de ces coalitions est curieuse. Ils ne sont pas contre l'unité mais suscitent constamment la méfiance de ceux qui ne font pas partie de leur ethnie à cause des liens familiaux très proches de certains de leurs chefs avec Idriss Déby. Pour les mêmes raisons, Khartoum a hésité à leur accorder son soutien avant septembre-octobre 2006. C'est leur lutte acharnée contre l'armée tchadienne à la fin de l'année 2006 (et par conséquent avec d'autres peuples Beri), dans leur bastion de Hadjer Morfaïn à la frontière sud-est de Guéréda, qui a finalement convaincu Khartoum qu'ils souhaitaient véritablement renverser Déby. Fin 2006, les mouvements Bideyat auraient reçu plusieurs douzaines de véhicules et d'armes antitanks.⁵⁸

Au vu des soupçons qu'ils ont éveillés au sein des autres groupes rebelles et à Khartoum, les déserteurs Bideyat ont essayé de garder leur autonomie et de former d'autres coalitions contre le FUC, puis l'UFDD et l'AN. Fondé début 2006, le RAFD réunissait plusieurs mouvements tels que le SCUD (composé de déserteurs Bideyat de l'armée tchadienne). De mai 2004 à février 2006, les mutineries et les désertions se sont multipliées au sein des forces de Déby, notamment parmi les officiers de haut rang, qui ont emporté avec eux armes et véhicules. Les désertions ont d'abord été provoquées par des problèmes de gestion et de versement des salaires, avant de prendre une tournure plus politique.

Le RAFD est dirigé par Tom et Timan Erdimi, frères jumeaux et cousins d'Idriss Déby. Ils ont longtemps été les piliers du régime en tant que directeurs du cabinet du président avant d'endosser d'autres rôles clés. Tom était coordinateur du projet pétrolier tchadien et Timan était directeur de CotonTchad, la société cotonnière du pays. La volonté du RAFD de s'associer à d'autres est limitée par sa base ethnique, mais il est parvenu à instaurer en quelques mois, pendant la deuxième moitié de 2006, « un commandement militaire unifié » avec la CNT d'Al-Jineidi. La CNT était soucieuse de préserver son indépendance face à Mahamat Nouri et notamment face à son rival arabe, Acheikh Ibn Oumar. Après l'échec de la formation d'une coalition, en janvier 2007, le RAFD est parvenu à s'associer à une petite faction ouaddaïenne (moins de 200 combattants) appelée Rassemblement national démocratique populaire (RNDP) et dirigée par Mahamat Aguid Bachar, un dissident du RND et donc de l'UFDD. La nouvelle coalition s'est appelée Rassemblement des forces pour le changement (RFC). Bachar a jeté l'éponge en septembre 2007 mais a laissé une grande partie de ses combattants au sein du RFC, qui ont rejoint l'UFDD en mars 2008.⁵⁹ Le RAFD se fait toujours appeler RFC mais les possibilités de rejoindre d'autres mouvements sont maintenant limitées. En février 2008, Timan Erdimi a refusé le poste de vice-président de l'Alliance nationale, la récente coalition soutenue par Khartoum et dirigée par Mahamat Nouri (Correau, 2008). « Si l'AN s'en prend à Déby, nous les suivrons mais cette fois-ci nous ne serons pas en première ligne », a indiqué un chef du RFC en mars.⁶⁰

Un autre mouvement a eu du mal à bénéficier du soutien soudanais, non pas en raison de ses appartenances ethniques mais à cause de ses anciennes relations avec les ennemis de Khartoum. Créé en 2001, le Front populaire pour la renaissance nationale (FPRN) est dirigé par Adoum Yacoub « Koukou », un vétéran du Frolinat et ancien membre d'insurrections anti-Déby. Le FPRN a initialement accueilli des combattants de plusieurs mouvements rebelles plus anciens (tels que l'ANR dominée par les Tama) et différentes ethnies, particulièrement les Ouaddaïens (comme Adoum Yacoub) et les Masalit—dont Adam Mahamat Musa « Bazooka », co-fondateur du mouvement, et Khamis Abdallah Abbakar, passé ensuite de la rébellion tchadienne à la rébellion soudanaise avant de devenir vice-président du SLA. Lorsque la guerre du Darfour a éclaté en 2003, la solidarité ethnique entre les combattants du FPRN et les civils non

arabes, notamment les Masalit, a conduit le FPRN à passer d'une rébellion contre N'Djamena à la lutte contre l'armée soudanaise et les Janjawids aux côtés de la jeune SLA. Ce fait, ainsi que l'amitié entre Adoum Yacoub et feu John Garang, expliquent pourquoi le FPRN n'a jamais obtenu le soutien soudanais dont d'autres groupes rebelles tchadiens ont bénéficié⁶¹—un exemple éloquent de la diversité et parfois de l'imprévisibilité des conséquences des liens ethniques transfrontaliers.

Les divisions ethniques

Depuis que Déby est au pouvoir, il est aux prises avec des rébellions de toutes les ethnies, y compris la sienne. Quelle que soit leur origine, il les a combattues en usant d'une stratégie qui s'est avérée jusqu'ici efficace : l'utilisation, souvent simultanée, de la répression et de récompenses pour ceux qui se rallient à sa cause. Il accorde ainsi argent et statut à ceux qui quittent la rébellion. D'innombrables anciens rebelles sont devenus ministres, de Moïse Ketté (un sudiste, qui sera plus tard liquidé par le régime) à Mahamat Garfa (Tama), en passant plus récemment par Hassan « Al-Jineidi » (Arabe) et Yahya Dillo Djerou (Bideyat). A partir de septembre 2006, avant même l'émergence de l'UFDD, des rumeurs ont circulé selon lesquelles Mahamat Nour, en disgrâce à Khartoum, pourrait s'associer au président à N'Djamena. De fait, en février 2007 (et via l'entremise libyenne), Mahamat Nour a reçu une récompense rare : le ministère de la Défense, tandis que d'autres responsables Tama recevaient d'autres emplois au niveau local.

Mahamat Nour a amené avec lui entre 4,000 et 6,000 hommes qui ont gardé leurs armes avec eux.⁶² Ils étaient censés s'intégrer à l'armée tchadienne, mais refusèrent de se mélanger à des soldats Beri ou d'être désarmés. Concentrés sur leur terre natale de Dar Tama, ils ont très vite opéré au sein d'une milice Tama, perpétrant des actes de violence contre des civils d'autres ethnies, notamment les Beri. Ils attaquèrent des réfugiés Beri soudanais du camp de Kounoungou à Dar Tama (UNHCR, 2007) et envahirent également des communautés Beri et Goran (les Tama ne se sont pas toujours différenciés des Goran et des Beri) qui se sont établies à Dar Tama au cours des trente dernières années à la suite de vagues de sécheresse sur leurs propres terres.⁶³ Les milices

Beri ripostèrent en perpétrant à leur tour des actes de violence contre des civils Tama. Puisqu'ils vivent en territoire limitrophe et que les Beri (surtout les Bideyat) ont souvent franchi la frontière pour voler leur bétail, les Tama entretiennent de vieilles rancoeurs à l'encontre des Beri. L'impunité des voleurs de bétail Beri sous le régime de Déby n'a fait qu'exacerber la violence.

En ranimant ces anciennes querelles et en donnant l'impression de soutenir les Tama contre sa propre ethnie, Idriss Déby jouait clairement avec le feu. Mécontents de cette situation, un nombre croissant de Beri s'est associé à la rébellion, tandis que les combattants Tama pouvaient facilement se retourner à tout moment contre le régime. Au cours de l'été 2007, les relations entre Déby et Mahamat Nour se sont dégradées au moment où des rumeurs circulaient sur une tentative de coup d'Etat du nouveau titulaire du portefeuille de la Défense. Si les rebelles lancent de nouvelles offensives, la violence subie par les Beri à Dar Tama risque de s'étendre au reste du Tchad, compte tenu de l'impopularité du gouvernement et de la stigmatisation des Beri en général. Le régime, quant à lui, instrumentalise ce risque pour ramener les Zaghawa dans son camp. Au lendemain de l'offensive du FUC le 13 avril 2006, Déby avait déjà fait planer le spectre de massacres anti-Beri pour rallier la communauté Beri de N'Djamena. En octobre-novembre 2007, il s'est de nouveau retourné contre les Tama. Lorsque des forces ex-FUC, stationnées à Dar Tama, résistèrent aux tentatives faites pour les désarmer et essayèrent de s'emparer de Guéréda, Déby évinça Mahamat Nour—qui se réfugia dans l'ambassade libyenne de N'Djamena—et fit arrêter le sultan Tama Haroun Mahamat, un des chefs traditionnels les plus respectés au Tchad oriental. En quelques mois, Déby abandonna ainsi son alliance périlleuse avec les Tama. Une trentaine de véhicules ex-FUC, faisant partie de l'UFDD, ont pris part à l'offensive rebelle sur N'Djamena en février 2008.⁶⁴

Des incertitudes subsistent également quant à la position des deux communautés qui ont joué un rôle historique dans les rebellions tchadiennes de 1960–70, mais dont l'accès au pouvoir est resté limité : les Ouaddaïens et les Arabes. Les Ouaddaïens se sont associés à plusieurs factions rebelles mais n'ont pas de responsables de haut rang et leurs chefs rebelles ont dû se contenter de rôles de second rang, comme Mahamat Issa Mahamat (chef d'état major du FUC, tué pendant l'offensive d'avril 2006) ou Adouma Hassaballah

(chef d'état major adjoint du FUC et vice-président de l'UFDD). En mars 2008, les combattants ouaddaïens ont quitté l'UFDD et le RFC dans le but de fonder l'UFCD, pour finalement revenir le même mois sous la direction de Mahamat Nouri au sein de la nouvelle Alliance nationale. En revanche, quelques personnalités clés de l'opposition politique officielle sont originaires de la région du Ouaddaï.

Quant aux Arabes tchadiens, ils sont extrêmement divisés : on trouve leurs dirigeants, anciens et nouveaux, aussi bien dans les différentes factions rebelles que dans le gouvernement ou l'armée tchadiens. En dépit du large soutien que certains ont apporté et continuent d'apporter au président, Déby a évincé plusieurs ministres arabes du gouvernement—dont Rakhis Manneke, ministre de l'Elevage basé à Salamat—lorsqu'il a nommé Mahamat Nour ministre de la Défense. Des officiels arabes qui avaient critiqué le régime en invoquant la responsabilité de N'Djamena—et celle de Khartoum—dans l'intensification de la violence se sont également vus retirer leur poste. Parmi les premiers officiels destitués figure notamment le sultan Dajo de Dar Sila, Saïd Brahim Mustafa Bakhit, qui a également essuyé les critiques de son propre peuple et de sa famille pour ne pas avoir, entre autres, suffisamment soutenu les Dajo.⁶⁵

Le régime a également lancé une campagne de dénigrement contre les Arabes tchadiens, les accusant d'être des Janjawids et des mercenaires à la solde de Khartoum et dénonçant ainsi le Soudan comme seul responsable de l'insécurité au Tchad oriental.⁶⁶ Déby cherche à se présenter à la communauté internationale comme un rempart pro-occidental contre un Soudan qui chercherait à « arabiser » et « islamiser » l'ensemble de la région, ce qui lui permet d'éluder les questions concernant le manque de démocratisation du Tchad (Marchal, 2006, p. 478). Mais une telle dénonciation des arabes tchadiens risque de transposer le fossé entre Arabes et non Arabes au Darfour de l'autre côté de la frontière (Tubiana, 2005).

Le régime de Déby a jusqu'à présent évité ce risque, notamment grâce à des circonstances politiques extérieures sur lesquelles il a peu de contrôle. Au Darfour, Khartoum a promis ou offert pouvoir, richesse, terres et aide au développement aux nombreux Arabes tchadiens qui ont quitté le Soudan il y a plusieurs décennies, en vue de former l'essentiel des milices arabes. Depuis le début de la guerre au Darfour, des personnalités arabes éminentes du régime

tchadien, telles que Bichara Issa Jadalla, ancien ministre de la Défense et à présent gouverneur de la région du Ouaddaï, tentent de saper les tentatives de Khartoum de gagner la confiance des Arabes du Tchad. Cette tendance a été confirmée après l'incursion du FUC—soutenu par Khartoum—à N'Djamena en avril 2006 et l'accord d'Abuja de mai 2006 : depuis ce dernier événement, les Arabes tchadiens du Darfour font de moins en moins confiance à Khartoum, comme de nombreux Arabes darfouriens (Tanner et Tubiana, 2007, pp. 62–64). Par l'entremise de ses fidèles membres arabes, le régime tchadien les encourage à ne plus se ranger aux côtés de Khartoum. Bichara, en tant que Mahariya Awlad Mansur, est en contact avec d'éminents responsables Janjawids au Darfour, à commencer par les membres de sa tribu, comme Mohamed Handan Golo « Hemiksem », un autre Mahariya Awlad Mansur d'origine tchadienne (voir p. 23 ci-dessus), qui s'est récemment retourné contre Khartoum avant de se ranger une nouvelle fois aux côtés du gouvernement début 2008.⁶⁷

Ainsi, N'Djamena et Khartoum rivalisent pour gagner la faveur des Arabes tchadiens, et pas uniquement ceux qui ont quitté le Tchad depuis des décennies. A Dar Sila, de nombreux Arabes de la région fuient la violence du Darfour depuis 2006. Tout au long de l'année 2007, N'Djamena a essayé d'éviter de prendre parti contre eux, les rappelant avec des promesses d'amnistie pour les crimes commis et offrant les mêmes récompenses que Khartoum—pouvoir, richesse et aide au développement.⁶⁸ Cette politique a commencé à porter ses fruits lorsque le CNT, le principal groupe rebelle arabe, s'est associé à Déby en décembre 2007. Une des raisons qui encouragent le CNT à rejoindre le président tchadien est le fait que Khartoum a clairement indiqué qu'il ne souhaite pas d'un Arabe à la tête du Tchad, pour deux raisons : les Arabes tchadiens pourraient alors soutenir les Arabes darfouriens opposés à Khartoum, et cela renforcerait les arguments des militants internationaux dénonçant l'intention de Khartoum d'« arabiser » la région.⁶⁹ Depuis 2005, Khartoum penche en faveur d'un leader tchadien non arabe—d'abord Mahamat Nour, puis Mahamat Nouri—en dépit de l'incapacité des deux hommes à fédérer les rebelles tchadiens.

Les coalitions dissidentes

La rébellion tchadienne n'a pas réussi à capitaliser sur ces tensions communautaires car elle était elle-même victime de rivalités personnelles et de divisions

ethniques. Dans l'incapacité de fédérer l'ensemble des rebelles sous une même bannière, Khartoum semble avoir relâché son soutien par procuration aux groupes armés tchadiens depuis début 2007. En avril, l'armée tchadienne et le JEM ont conjointement fait sortir les rebelles du CNT et les Janjawids de la zone de Dog doré–Daguasse–Mongolo, que le CNT occupe depuis fin 2006. Revendiquant un « droit de poursuite », les combattants pro-tchadiens ont franchi la frontière près de For Borane, tuant sur leur passage des policiers soudanais, avant de se retirer.⁷⁰ Tout en dénonçant cet incident et en forçant N'Djamena à présenter des excuses, Khartoum semble déterminé à miser sur la paix. Le contexte au Darfour semble favorable puisque le gouvernement se concentre moins sur la frontière et davantage sur les zones proches de Khartoum. En septembre-octobre, le JEM a quitté le front tchadien afin de raviver le conflit au Darfour oriental, à la frontière du Kordofan.⁷¹

L'accord bilatéral libyen du 3 octobre n'a pas survécu plus de quelques semaines. Les doléances (voir page 23 ci-dessus) vis-à-vis de Déby et le doute sur ses intentions réelles étaient suffisamment sérieux pour que, combinés à la faiblesse de l'engagement libyen et syrien dans le processus de paix, ils conduisent les rebelles à se retirer de l'accord. Ces derniers ont manifesté leur mécontentement par une série d'attaques qui a débuté le 24 novembre—une date qui résume le délai pendant lequel le gouvernement et les rebelles ont réglé les derniers détails de l'accord de Syrte, et qui marque le premier anniversaire de l'offensive réussie de l'UFDD à Abéché. Les attaques se sont poursuivies jusqu'à la première semaine de décembre.

Tout comme en 2006, la trêve initiée grâce aux négociations en Libye à l'été 2007 n'a pas perduré au-delà de la saison des pluies. Alors que les forces de Déby étaient occupées à contenir et désarmer les forces ex-FUC à Dar Tama et Dar Sila, le RFC et l'UFDD ont lancé une série d'offensives tout le long du Tchad oriental, entre la frontière avec la RCA au sud et la ville de Kataïev au nord, prenant les militaires par surprise et infligeant de lourdes pertes. Les forces ex-FUC ont également attaqué l'armée. Selon des estimations, entre novembre et début décembre, les blessés et les morts se comptaient par centaines aussi bien dans le camp des forces gouvernementales que parmi les rebelles.⁷² Alors que l'armée tchadienne déplaçait ses forces vers cette zone en réponse à ces attaques, le FPRN d'Adoum Yacoub, un des petits groupes non

partie à l'accord de Syrte, a attaqué la localité de Tissai sur la frontière Darfour-RCA, où le groupe stationne depuis longtemps. Fin 2007, le FPRN s'est brièvement uni au FSR, un nouveau groupe composé d'une base arabe également opposé à l'accord de Syrte et qui, tout comme le FPRN, ne bénéficie pas du soutien de Khartoum.

Les arabes tchadiens restent très divisés, qu'il s'agisse des chefs de factions rebelles rivales ou des membres du régime. Depuis juillet 2007, la CNT représente leur faction principale. Ahmat Hassaballah Soubiane, nouvelle recrue parmi les rebelles, a tenté sans succès de prendre la tête du mouvement, mais son fondateur, Hassan Al-Jinedi, résiste. En décembre, après l'échec de l'accord de Syrte, Al-Jineidi a repris les négociations avec le gouvernement et réunit une grande partie de ses forces—près de 2,000 hommes—qui ont rapidement entamé un processus d'intégration au sein de l'armée. Quelques semaines plus tard, N'Djamena a été attaquée par ses anciens alliés mais Al-Jineidi est resté fidèle à Déby. Il a été récompensé par le poste de secrétaire d'Etat à la Défense chargé des anciens combattants et des victimes de guerre. Sa défection n'a pas pour autant découragé les autres groupes rebelles et leurs commanditaires soudanais qui ont prolongé la violence armée jusqu'en janvier 2008. L'armée tchadienne a riposté en bombardant les bases rebelles du sud de Geneina au Darfour—des opérations interprétées par Khartoum, qui menace de faire venir son armée à la frontière, comme des « attaques sur le Soudan » (Hasni, 2008).

Khartoum a de bonnes raisons de s'inquiéter. Pendant cette période, le JEM⁷³ a lancé une large offensive couronnée de succès dans le Darfour-Ouest, contrôlant pour la première fois d'importants territoires au nord de Geneina et constituant ainsi une sérieuse menace pour la capitale. Ayant réussi à contenir les rebelles tchadiens à l'est de la ligne Goz Beïda–Abéché–Kalaït, N'Djamena semble être résolue à étendre la guerre jusqu'au Soudan grâce au JEM. De son côté, Khartoum paraît compter principalement sur les rebelles tchadiens pour défendre Geneina.⁷⁴ En dépit de leur succès limité, ils ont une fois de plus reçu de nouvelles armes—selon des officiels tchadiens, Khartoum leur aurait fourni des centaines de véhicules flambants neufs—avant leur assaut sur N'Djamena.⁷⁵

Mais contrairement à leurs commanditaires, les groupes rebelles darfouriens et tchadiens préfèrent ne pas engager le combat directement les uns contre les

autres. La stratégie du JEM consiste à garder une ouverture au sud de Geneina en vue de permettre aux rebelles tchadiens de revenir au sud-est du Tchad où l'armée tchadienne les attend. C'est exactement ce qu'ont fait les rebelles en janvier, mais cette fois-ci en poursuivant leur route jusqu'à N'Djamena—sus-citant la crainte du JEM qu'un changement de pouvoir au Tchad puisse mettre fin à leur stratégie au Darfour. Entre 100 et 200 véhicules du JEM se sont ainsi dirigés vers le Tchad pour prêter main forte à Déby. Ils sont arrivés trop tard pour engager la lutte à N'Djamena et n'ont pu se confronter aux rebelles qu'à l'est du Tchad (entre Guéra et Dar Sila) alors que ces derniers battaient en retraite vers le Soudan. Parallèlement, l'implication du JEM dans le conflit tchadien a permis à l'armée soudanaise d'attaquer les bases du JEM situées au nord de Geneina, provoquant l'afflux de plusieurs milliers de nouveaux réfugiés vers le Tchad.⁷⁶

Il est difficile de savoir combien de temps et dans quelle mesure Khartoum maintiendra son soutien aux groupes tchadiens après l'échec de l'offensive sur N'Djamena et au vu de la condamnation internationale des rebelles. Même lors de leur attaque contre la capitale, les rebelles tchadiens semblaient penser qu'un retour au Soudan était impossible, non pas pour des raisons pratiques mais parce que Khartoum n'était pas disposé à les recevoir. La veille de l'incursion à N'Djamena, un des principaux chefs rebelles déclarait : « La prochaine bataille sera la dernière, mais quelle qu'en soit l'issue, nous ne pouvons pas rentrer au Soudan ».⁷⁷ Quelques jours plus tard, néanmoins, les forces rebelles toujours sur place—dans quelques 200 véhicules—ont battu en retraite vers Mongo, dans le massif du Guéra, pour finalement retourner au Soudan. Il serait donc possible que Khartoum leur ait accordé une seconde chance. En mars 2008, le gouvernement soudanais leur a demandé de retourner encore une fois sur le territoire tchadien. Selon un des chefs rebelles :

*Les soudanais ne nous demandent plus d'attaquer N'Djamena mais ils nous ont fourni des armes et nous demandent de rentrer chez nous. Ils n'apprécient pas notre présence sur leur territoire.*⁷⁸

Indépendamment du soutien de Khartoum, le manque d'unité des groupes rebelles reste un problème non résolu. En décembre 2007, le RFC, l'UFDD et l'UFDD–Fondamentale ont établi un commandement militaire conjoint. Lors

de l'offensive, les trois groupes ont rassemblé leurs forces et leurs dirigeants mais les troupes ont continué à prendre leurs ordres auprès des responsables de leur propre faction. Outre la résistance aussi solide qu'inattendue de Déby, la défaite des rebelles peut s'expliquer par de fortes divisions internes avant, pendant, et après la bataille. Trop confiantes dans leurs chances de réussite, les forces rebelles ont très tôt commencé à débattre du partage du pouvoir mais sans parvenir à un accord. Elles n'ont pas été non plus en mesure de trouver une position commune quant aux conditions de possibles négociations avec le gouvernement, des négociations que le RFC a continué à proposer à Déby jusqu'au moment de l'entrée des rebelles dans N'Djamena.⁷⁹ Les divisions ethniques entre les factions rebelles sont également fortes. Les deux groupes principaux impliqués dans des luttes récentes, l'UFDD (Goran) et le RFC (Bideyat), sont incapables de forger une véritable alliance à cause des rivalités persistantes entre Goran et Bideyat à la suite du renversement de Hissène Habré (Goran) par Idriss Déby (Bideyat). De nombreux Arabes, qui ont beaucoup souffert sous Habré, sont aussi réticents à l'idée de porter des Goran au pouvoir. En outre, un mois après l'offensive ratée de N'Djamena en février 2008, le commandement de Mahamat Nouri s'est également trouvé contesté par une frange ouaddaïenne importante de l'UFDD : Adouma Hassaballah est parti rejoindre l'UFCD, emmenant avec lui de nombreux combattants ouaddaïens. Khartoum a néanmoins continué de soutenir Nouri en sa qualité de chef rebelle principal, et celui-ci a vite repris les rênes de l'UFCD au sein de l'Alliance nationale.

Ces divisions au sein des rebelles signifient que la double stratégie de Déby alliant lutte et négociations est toujours efficace. Dès mars 2008, alors qu'il faisait creuser des tranchées autour de N'Djamena et achetait de nouvelles armes, le régime tchadien a tenté d'ouvrir des négociations avec le RFC. Bien que les chances de succès de ces pourparlers soient limitées, cette stratégie continue de mettre à mal les tentatives soudanaises de fédérer les mouvements rebelles tchadiens. Entre attaques surprises et alliances inattendues, l'histoire récente et passée des rébellions tchadiennes et darfouriennes est dominée par une constante : l'impossibilité d'unifier les rebelles, due à de profondes divisions ethniques et des rivalités personnelles entre les différents groupes, au grand dam de leurs mentors, les dirigeants des régimes tchadiens et soudanais.

Faut-il laisser libre cours aux milices ethniques ?

Un accord de paix entre le régime tchadien et les rebelles ou une amélioration des relations Tchad-Soudan ne sauraient garantir nécessairement la fin des conflits locaux alimentés par les deux camps. Les différentes milices ethniques qui maintiennent ces conflits opèrent bien au-delà du contrôle des états qui les ont armées et des mouvements rebelles avec lesquels elles sont alignées.

Au Tchad, les milices ethniques n'ont pas réussi à contrôler des zones aussi importantes que leurs homologues au Darfour. Néanmoins, au sud-est du Tchad, elles font souvent office de substitut au gouvernement et aux autorités traditionnelles. Bien plus qu'au Darfour, les populations civiles de cette région se sentent obligées de choisir parmi les belligérants car il leur est impossible de rester neutres.

A Dar Sila, les Janjawids, les rebelles darfouriens ainsi que le gouvernement tchadien exploitent les conflits locaux pour mobiliser des combattants. Alors qu'au Darfour, les Janjawids recrutent surtout parmi les Arabes, à Dar Sila ils recrutent autant parmi les groupes non arabes qui se sont récemment installés dans la région, notamment les Ouaddaïens et les Mimi. Qu'elles soient arabes ou non, la plupart de ces recrues ont fui les grandes sécheresses de leur région d'origine, notamment celle de 1984, pour s'établir dans des régions plus clémentes. En faisant appel à eux, les Janjawids ont joué sur les rivalités entre les nouveaux venus et les Dajo, les premiers occupants de Dar Sila. C'est exactement la stratégie employée par le gouvernement soudanais au Darfour; il a armé les Arabes, fraîchement arrivés dans la région, qui étaient déterminés à acquérir des terres et à diriger des chefferies indépendantes (Tubiana, 2006b; Tubiana, 2007).

Si rebelles tchadiens et Janjawids sont actifs à Dar Sila et coordonnent parfois leurs activités, leurs objectifs semblent être bien différents. Pour les rebelles tchadiens, Dar Sila est avant tout un point d'entrée pour attaquer le Tchad. Pour les Janjawids, leur mission est plus ou moins la même qu'au Darfour : le gouvernement soudanais les utilise pour fragiliser une région qui sert de base arrière aux rebelles darfouriens. Les Janjawids ont également des préoccupations plus locales telles que le vol de bétail ou l'appropriation de terres.

En réponse aux attaques des Janjawids en territoire tchadien, les Dajo—et dans une moindre mesure, les Masalit, à la fois résidents et réfugiés au Tchad—

mobilisent leurs milices traditionnelles pour attaquer des villages arabes. Les capacités de ces milices locales ne doivent toutefois pas être surestimées : il s'agit de groupes de jeunes gens issus de différents villages et qui se rassemblent pour les travaux collectifs (travaux agricoles, construction de maisons), les festivals ou la guerre. Parmi les Dajo mais aussi les Ouaddaïens, les Masalit et les Fur, les chefs de ces groupes à l'échelle du village sont appelés *warnang*. A l'échelle supérieure, les Dajo les désignent comme des *jermay*.⁸⁰ Au Darfour, ils ont contribué à la formation de groupes d'autodéfense Masalit et Fur contre les incursions Janjawids—des groupes qui, plus tard, ont joué un rôle important dans l'émergence de groupes rebelles darfouriens (Tanner et Tubiana, 2007, p. 18).

Initialement armés d'arcs, de flèches empoisonnées et de lances, les milices Dajo du Tchad ont essayé de se procurer des armes à feu en collectant l'argent des civils et en approchant à la fois les rebelles soudanais et l'armée tchadienne. Mais ils ont connu un échec relatif et ont finalement été contraints d'acheter la majorité de leurs armes. Les militaires tchadiens leur ont tout de même fait cadeau de quelques armes et de RPG.⁸¹ Bien que la plupart des miliciens Dajo ne soient pas armés par les rebelles soudanais, nombreux sont ceux qui sont entraînés par eux. Très vite, ils ont toutefois réalisé qu'ils n'avaient pas les mêmes objectifs : les rebelles soudanais, notamment le JEM, sont en faveur du recrutement de Dajo tchadiens pour lutter au Darfour contre le gouvernement soudanais alors que les intentions des Dajo sont de se battre contre les Janjawids à Dar Sila.⁸²

Le régime tchadien tente de freiner l'intensification du conflit Dajo–Arabe, qui ressemble de plus en plus aux conflits d'identité sévissant au Darfour. Il refuse d'armer les Dajo à grande échelle ou de transformer leurs milices traditionnelles en forces par procuration, comme le souhaitent nombre de leurs dirigeants traditionnels et politiques : cela risquerait de retourner les Arabes contre le gouvernement, non seulement à Dar Sila mais dans l'ensemble du pays. En mars 2007, après plusieurs mois de luttes intercommunautaires, les villages de Tiero et Marena, sanctuaires des milices Dajo, ont été violemment détruits par les Janjawids et le CNT. L'armée n'est pas intervenue, laissant plusieurs centaines de combattants Dajo—ainsi que des civils—à la merci des rebelles lourdement armés. Depuis, les miliciens Dajo de Dar Sila font profil

bas. Certains d'entre eux, notamment des rescapés de Tiero et Marena, ont été intégrés au sein de l'armée tchadienne.⁸³

Le régime tchadien a donc restauré le calme dans la région, sans arriver à une réconciliation. La soif de revanche est très forte parmi les Dajo et ceux qui ont rejoint l'armée ont déjà été accusés de violence envers les civils arabes, comme par exemple en janvier 2008 à l'est de Koukou Angarana.⁸⁴

Plus au nord, la région de Dar Tama a été victime de violences depuis plusieurs années à la suite d'un conflit similaire entre les Tama, qui ont été les premiers occupants de la région, et les nouveaux venus Beri. Chaque groupe a levé sa propre milice. Récemment, en octobre 2007, Idriss Déby a fait une tentative sérieuse pour intégrer les combattants Tama ex-FUC au sein de l'armée en les plaçant sous le contrôle d'officiers fidèles au régime, mais les Tama ont résisté. En mars 2008, le risque d'échauffourées était imminent à Dar Tama entre, d'une part, les anciens rebelles Tama et, d'autre part, l'armée tchadienne et la milice Beri locale. 🗨️

VI. La réponse internationale

En réponse à la crise au Darfour et au Tchad, la communauté internationale a encouragé la mise en œuvre d'opérations de maintien de la paix. L'idée d'une force internationale au Tchad a germé début 2006, notamment au sein de l'ONU. Cette idée a toutefois été largement rejetée car elle ne semblait pas adaptée à une situation aussi complexe. Il existait notamment un risque sérieux que l'envoi d'une telle force soit interprété, surtout au Tchad, comme une démonstration de soutien par la communauté internationale à un régime antidémocratique—régime qui bénéficie déjà de l'assistance militaire française. La proposition de déployer une force internationale a été réitérée à plusieurs reprises en 2006 et 2007 par la France, soucieuse de « multilatéraliser » son soutien au régime de Déby, qui lui donne une mauvaise image auprès de la population locale et met potentiellement en danger la communauté française sur place. Pendant les six premiers mois de l'année 2007, le Tchad, qui avait précédemment sollicité une opération de maintien de la paix, a refusé le déploiement d'une force onusienne sur son territoire. Paris a proposé une force européenne, à travers la résolution 1778 du Conseil de sécurité de l'ONU du 25 septembre 2007.

Cette résolution annonçait la création d'une Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), composée de 350 policiers et officiers de liaison militaires placés directement sous le contrôle de l'ONU. Leur mandat sera de contribuer à la « protection des réfugiés, des personnes déplacées et des populations civiles en danger, en facilitant la fourniture de l'assistance humanitaire dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine, et en créant les conditions en faveur d'un effort de reconstruction et de développement économique et social de ces zones » (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2007, para. 1). Il devra être principalement axé sur la sécurité des camps de réfugiés et de déplacés internes.

La plus importante opération de maintien de la paix est néanmoins la Force de l'Union européenne (EUFOR) Tchad/RCA, qui devrait compter 3,700 soldats chargés de prendre « toutes les mesures nécessaires, dans la limite de ses

capacités et dans sa zone d'opérations dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine, pour contribuer à la protection des civils en danger, faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et assurer la sécurité du personnel des Nations Unies » (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2007, para. 6(a)). L'expression « toutes les mesures nécessaires » est couramment interprétée comme lui donnant la possibilité d'engager les hostilités contre des groupes armés. Le déploiement de cette force a accusé du retard en raison des négociations relatives aux contributions humaines et matérielles (dont le transport, les avions et les ressources médicales), mais les premiers soldats italiens et espagnols sont arrivés à N'Djamena le 28 janvier. Le déploiement à pleine capacité est prévu pour mi-2008, bien qu'une offensive ratée sur N'Djamena l'ait temporairement suspendu.⁸⁵ Selon des estimations officieuses, le coût annuel de la mission s'élèverait à 500 millions d'euros (725 millions USD) et pourrait aisément dépasser ce montant (Seibert, 2007, p. 38).

Au Tchad, les opinions concernant les opérations de maintien de la paix divergent considérablement. Après l'avoir réclamée, puis rejetée pendant la première moitié 2007, le gouvernement espère maintenant que cette force l'aidera à se protéger contre les incursions déstabilisantes du Soudan. Les rebelles et de nombreux civils envisagent eux aussi les opérations comme une simple extension de la force française de 1,200 soldats (Opération Epervier) sur le terrain depuis 1986, car ils estiment que toute intervention internationale est corrompue par les intérêts français. Les principaux groupes et coalitions rebelles tchadiens (CNT, RFC, UFDD, et UFDD–Fondamentale) ont proféré des menaces explicites à l'encontre des forces de maintien de la paix. Dans un communiqué de presse publié en juillet, ils ont déclaré qu'ils :

condamnent fermement les initiatives du gouvernement français visant à transformer les troupes françaises au Tchad en une force européenne sous le prétexte de protéger les réfugiés soudanais du Darfour, les déplacés tchadiens et garantir la sécurité des frontières est du pays. L'intervention de ces forces étrangères au Tchad est pour nous inacceptable car le but inavoué de cette manœuvre machiavélique est de sauver coûte que coûte un régime en déliquescence. . . L'opposition armée met en garde les pays de l'Union européenne qui sont tentés par cette aventure militaire, car cela engendrera des répercussions désastreuses et risque de les

*mener dans un conflit direct avec nos forces armées. Ils seront alors obligés de faire face aux conséquences de leurs actions.*⁸⁶

Cette menace place le personnel humanitaire ainsi que ses bénéficiaires, que l'EUFOR doit défendre, dans une position extrêmement risquée. Les rebelles ont réitéré leur opposition à l'EUFOR après leur défaite à N'Djamena, demandant aux « pays européens [en dehors de la France] » de ne pas prendre part à « une opération dont le but final est de protéger le régime de Déby » (RFC, UFDD, et UFDD–Fondamentale, 2008b).

De fait, le soutien obstiné de la France à Déby est un des premiers handicaps de l'EUFOR (Ismail et Prendergast, 2007). La France en assumera la majeure partie des effectifs : en janvier 2008, les contributions des quatorze pays européens atteignaient quelques 3,440 hommes, dont 2,000 français (IRIN, 2008).⁸⁷ Les autres contributeurs sont loin derrière : l'Irlande et la Pologne fournissent 400 hommes chacun, suivis par l'Autriche (250) et la Suède (200). La France est également susceptible d'allouer une importante contribution financière dépassant près de 120 millions d'euros (170 millions USD) du budget européen.⁸⁸ Au grand dam d'autres pays européens, notamment le Royaume-Uni et l'Allemagne qui ont refusé de contribuer à cette force, la France fait avancer ce dossier alors qu'il n'y a pas de processus de réforme plus large ni d'offre de réciprocité de la part de Déby. Comme l'a fait remarquer un diplomate britannique, « Nous ne comprenons pas pourquoi la France ne demande rien en échange [de l'EUFOR], comme par exemple un processus démocratique et un vrai dialogue entre l'opposition officielle et l'opposition armée ».⁸⁹ Quelques pays participants tels que la Suède et l'Autriche ont soulevé des questions similaires, notamment à la suite de l'offensive de février 2008.

L'élection présidentielle française de mai 2007 pourrait avoir mis fin à ce que d'aucuns perçoivent comme une politique de soutien inconditionnel au régime ; mais bien que la « rupture »—dans tout, y compris les relations franco-africaines—ait été le mot d'ordre de la campagne, le président Nicolas Sarkozy a depuis maintenu le status quo.

L'appui français se base sur un « accord de coopération militaire » datant de 1976, qui a permis ces dernières années à Paris de fournir à l'armée tchadienne entraînement, assistance médicale, logistique (dont transport aérien et carbu-

rant) et renseignement (observations aériennes et satellitaires et écoutes téléphoniques). Il est cependant possible d'avancer que le soutien français est allé au-delà de cet accord. Un journal a affirmé que des officiers français auraient coordonné l'offensive ratée de l'armée tchadienne contre les rebelles le 2 février 2008 et, fait plus troublant, que Paris aurait demandé à la Libye—sa nouvelle alliée depuis l'affaire des infirmières bulgares⁹⁰—de livrer des munitions à Déby dans l'aéroport de N'Djamena patrouillé par les français, notamment pour les tanks T-55 qui ont garanti sa survie les jours suivants (d'Ersu et Ploquin, 2008). Les troupes françaises se sont également battues contre les rebelles lorsqu'ils ont tenté de s'emparer de l'aéroport de N'Djamena, qui était utilisé non seulement pour évacuer les ressortissants étrangers mais également comme rampe de lancement pour les hélicoptères de Déby et comme lieu de réception des munitions libyennes.

Ce soutien « habituel » accordé à Déby n'est pas une surprise pour les rebelles. Ce qui les inquiète davantage, c'est la déclaration du Conseil de sécurité en date du 4 février, qu'ils condamnent fermement en affirmant que le Conseil de sécurité a « raté une bonne occasion d'appeler toutes les parties au conflit à résoudre le problème par le dialogue et la négociation. » Ils accusent Paris de s'être « joué » de l'ONU, ajoutant qu'ils sont « à présent convaincus que la présence française au Tchad est un handicap majeur pour la paix et pour l'avènement d'un régime vraiment démocratique » (RFC, UFDD et UFDD–Fondamentale, 2008a).

Les rebelles tchadiens ne sont pas les seuls à contester l'ingérence de la France dans les affaires tchadiennes. Le sentiment anti-français est également largement répandu chez les civils. La réputation de la France a souffert lors de l'affaire de l'Arche de Zoé en octobre-décembre 2007 (Reuters, 2007), dans laquelle il semble que Paris ait essayé de protéger de la justice tchadienne six citoyens français accusés d'avoir enlevé des enfants tchadiens qu'ils présentaient comme des « orphelins du Darfour ». Le fait que le 7 février, soit quelques jours à peine après l'offensive sur N'Djamena, Déby ait proposé de les gracier—leurs huit ans de travaux forcés étant commués en une peine de prison de huit ans en France—n'a fait que raviver ces ressentiments.

En dépit des différents mandats de la MINURCAT, d'EUFOR et d'Epervier, les subtilités des rôles et responsabilités de ces forces sont loin d'être clairs

sur le terrain. Les troupes françaises de l'EUFOR et celles d'Epervier doivent porter des uniformes différents (couleur sable pour l'EUFOR, kaki pour Epervier), mais les soldats de la paix européens seront stationnés au même endroit que les troupes d'Epervier à N'Djamena et Abéché, et bénéficieront d'une aide aérienne de la part d'Epervier. Lors d'un entretien en janvier, l'EUFOR n'a pas été en mesure de promettre qu'elle resterait neutre si les troupes d'Epervier se trouvaient en danger. Elle n'a pas non plus confirmé qu'elle protégerait les civils s'ils étaient attaqués par le gouvernement tchadien ou les forces progouvernementales, mais seulement s'ils étaient victimes des rebelles tchadiens ou Janjawids. Enfin, alors qu'ils se sont avérés incapables de dire en quoi leur position différait nettement de celle d'Epervier, les troupes de l'EUFOR ont l'intention de se consacrer à des projets humanitaires ou de développement « à impact rapide » en vue de « faciliter l'acceptation de la présence de la force. » Cette posture va inévitablement créer des confusions supplémentaires et un chevauchement de rôles dangereux, cette fois-ci entre les forces militaires et les organisations humanitaires.⁹¹ 🗨️

VII. Conclusions : des opérations de maintien de la paix à la diplomatie

Des scènes de violence semblables à celles du Darfour se multiplient depuis quelques années de part et d'autre de la frontière Tchad-Soudan, dans le sud-est du Tchad en particulier. Cette instabilité remonte au moins aux années 1990, et est essentiellement causée par des politiques ethniques discriminatoires. Pour beaucoup, cette violence est une preuve tangible de l'extension du conflit darfourien, mais elle a également été alimentée par des facteurs internes au Tchad, que ce soit à l'échelle locale ou nationale. La violence ne saurait être enrayerée sans la mise en oeuvre simultanée de solutions à quatre crises étroitement liées :

1. Le conflit à proprement parler du Darfour qui se déroule, d'une part, entre les groupes rebelles darfouriens et le gouvernement soudanais et, d'autre part, entre des groupes ethniques considérés comme favorables à la rébellion (principalement des groupes non arabes) et des groupes favorables au gouvernement (arabes pour la plupart).
2. Le conflit chronique, réactivé en 2005, entre le gouvernement tchadien et une opposition politique qui n'a voix au chapitre que lorsqu'elle prend les armes. Cette crise trouve ses racines dans l'échec d'une démocratisation du Tchad.
3. La guerre par procuration dans laquelle le Tchad et le Soudan sont engagés par l'entremise de groupes rebelles et de milices.
4. Les conflits ethniques, au Tchad et au Darfour, entre groupes propriétaires terriens depuis longtemps installés et arrivants qui ne disposent pas de droits traditionnels sur la terre.

Jusqu'à présent, le Tchad et le Soudan ont eu tendance à aggraver leurs problèmes réciproques. Alors comment persuader le Tchad de s'impliquer dans la résolution du conflit au Darfour, et le Soudan de prendre part à la résolution de la crise qui sévit au Tchad ? En d'autres mots, comment peut-on

empêcher chaque Etat d'alimenter les conflits internes de son voisin et de s'engager dans cette guerre par procuration ?

La solution internationale de maintien de la paix n'aborde pas les causes profondes de l'instabilité. De façon plus alarmante, elle pourrait facilement amener les forces onusiennes et européennes à entrer en conflit direct avec des groupes armés et mettre la vie du personnel humanitaire et de leurs bénéficiaires en danger. Si la France persiste à soutenir le gouvernement tchadien, il existe un risque réel que l'EUFOR devienne partie prenante au conflit. En principe, la supervision de l'ONU doit remplacer celle de l'Union européenne après seulement six mois, et être suivie par une force de remplacement onusienne après une période préliminaire d'un an. Certes, une force placée sous la seule bannière des Nations Unies serait plus acceptable pour la population et les rebelles tchadiens. Mais la résolution 1778 reste vague sur la question, le président Déby est toujours opposé à un déploiement de casques bleus sur son territoire, et il semble peu probable que l'ONU soit en mesure de rassembler une nouvelle force. La question de la prolongation du séjour de l'EUFOR est déjà dans les esprits, bien qu'il soit évident que peu de pays participants (à part la France) souhaitent rester plus longtemps que prévu.

Que ce soit sous le commandement de l'UE ou de l'ONU, la présence d'une force de maintien de la paix au Tchad ne peut avoir qu'un impact limité sur la résolution des crises interdépendantes du Tchad et du Darfour. C'est sur le plan diplomatique, largement négligé jusqu'à présent, que l'on pourra le plus efficacement lancer ou relancer un processus de paix. Une telle démarche nécessite l'appui de la communauté internationale afin d'engager un dialogue permanent entre le gouvernement tchadien et ses opposants internes. Contrairement au processus de paix arbitré par la Libye, les futures négociations doivent impliquer non seulement les rebelles mais aussi l'opposition politique et s'attaquer au cœur du problème, à savoir la gouvernance démocratique. Conscients de leurs divisions et de leurs limites, les rebelles ont réclamé à plusieurs reprises de telles négociations avant, pendant et après leur offensive sur N'Djamena, mais le président tchadien a choisi une autre direction : à la suite de l'incursion dans la capitale, les forces de Déby ont arrêté des personnalités éminentes de l'opposition officielle, parmi lesquelles Ibni Oumar Mahamat Saleh, président de la coalition des partis de l'opposition, Lol Mahamat Choua,

qui dirige le comité de suivi de l'application d'un accord signé en août 2007 entre l'opposition et le gouvernement concernant la réforme du système électoral, et Yorongar Ngarlejo, célèbre pour sa forte posture « fédéraliste » en faveur d'une plus grande autonomie pour le sud riche en pétrole (Amnesty International, 2008). Ces deux derniers ont été relâchés grâce à des pressions européennes et françaises tardives et discrètes, tandis que le premier était toujours porté « disparu » fin mars 2008. Le gouvernement tchadien continue de nier qu'il ait été arrêté malgré les témoignages selon lesquels il a été enlevé par les soldats du régime et incarcéré aux côtés de Lol et Yorongar.

Le rôle historique de la France de protectrice du régime tchadien balaie toute possibilité d'un vrai dialogue entre Déby et ses opposants. Les pressions externes ne fonctionneront pas à moins que la communauté internationale ne soit unie, ce qui nécessite la participation de la France. Jusqu'à présent, Paris a soutenu aussi bien les refus répétés du gouvernement tchadien d'instaurer un dialogue avec l'opposition armée que la marginalisation de l'opposition officielle. Les deux camps de l'opposition sont considérés comme hostiles à la France. Or le mépris de Paris à l'égard des rebelles et des opposants politiques de Déby ne peut que radicaliser les sentiments anti-français dans les deux camps. En dépit de son souhait de « multilatéraliser » son intervention au Tchad, le nouveau gouvernement français a également montré qu'il continue à envisager le pays comme faisant partie intégrante de son « domaine » africain. La France a eu des difficultés à convaincre ses partenaires européens d'allouer troupes et financements à l'EUFOR. Les autres acteurs européens et internationaux auraient moins de réticences à s'engager si la France parvenait véritablement à changer sa politique et arrivait à un accord sur l'instauration d'un dialogue entre le gouvernement tchadien et l'opposition politique.

Ce dialogue tchadien interne doit aussi passer par des médiateurs efficaces. La France n'en est pas un, ce qui disqualifie dans une certaine mesure l'Union européenne pour ce rôle. L'ONU pourrait jouer un rôle important mais récemment c'est l'Union Africaine, parmi toutes les organisations internationales, qui semble avoir la confiance de l'opposition tchadienne et des rebelles. De par son militantisme, la Libye a également acquis une certaine crédibilité bien que son rapprochement récent avec la France dans le cadre de l'affaire des infirmières bulgares la mette en porte-à-faux. Dans un communiqué de presse

publié en juillet 2007, les principaux mouvements rebelles tchadiens ont « invité les Nations Unies et principalement l'Union à diriger leurs efforts dans la résolution du conflit tchadien en appuyant les étapes déjà entamées par la médiation libyenne, CEN- SAD (Communauté des Etats sahélo-sahéliens), et les pays favorables à la mise en place d'un véritable processus démocratique » (CNT, RFC, UFDD et UFDD- Fondamentale, 2007).

La communauté internationale doit également s'inscrire dans cette démarche en fournissant une aide au développement sélective, en mettant en place des programmes adaptés à des dynamiques écologiques qui évoluent rapidement (parfois sous l'effet de la politique) et en facilitant la cohabitation entre les peuples sédentaires et nomades, d'une part, et entre les populations établies depuis longtemps et les nouveaux venus, d'autre part. Une assistance permettant aux Arabes nomades de maintenir une qualité de vie en phase avec leur environnement tout en minimisant les confrontations avec d'autres communautés pourrait contribuer à désamorcer de futurs conflits aussi bien au Tchad qu'au Soudan. Parallèlement, une impulsion diplomatique audacieuse encourageant aussi bien Khartoum que les rebelles darfouriens à se remettre à la table des négociations après moult échecs rencontrerait un écho positif au Tchad oriental. Cette démarche à elle seule ne saurait toutefois remédier à l'insécurité. Les groupes d'opposition tchadiens ne désarmeront pas unilatéralement sans un changement démocratique radical au sein du Tchad.

Le principal argument justifiant le déploiement de l'EUFOR est le conflit du Darfour, et l'accent est particulièrement mis sur son rôle de protection des réfugiés soudanais au Tchad oriental. Cependant, ces réfugiés souffrent moins de la violence et sont plus faciles à protéger que tous les autres civils vivant dans cette région. Bien qu'ils se soient davantage consacrés aux réfugiés du Darfour, les soldats de la paix sont supposés protéger l'ensemble des civils, quelle que soit leur nationalité ou ethnicité et sans regarder si la violence est perpétrée par des Tchadiens ou des Soudanais.

L'« argument du Darfour » en faveur d'une intervention au Tchad résulte du fait que le président Sarkozy et le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner—tous deux partisans de l'ingérence de la coalition franco-darfourienne—présentent le Darfour comme une priorité de la diplomatie française. Or, en juin 2007, un mois après l'élection présidentielle, les tentatives françaises de

s'impliquer davantage ont obtenu des résultats mitigés. Kouchner a même été forcé de revenir sur sa proposition précipitée d'ouvrir un couloir humanitaire allant du Tchad au Darfour et se contenter de liaisons aériennes supplémentaires entre N'Djamena et le Tchad oriental. La diplomatie française s'est donc retirée du dossier tchadien, tout en exploitant la confusion—chose commune dans les médias français—entre la crise tchadienne et le conflit du Darfour.

La principale justification de la France concernant son soutien à Idriss Déby n'est pas la crise du Darfour mais le fait qu'« il a été élu. »⁹³ Alors que le régime tchadien continue de dénoncer l'« agression soudanaise » à sa frontière, Paris évite prudemment d'utiliser cet argument. Néanmoins, dans les cercles diplomatiques français, la « darfourisation » du Tchad—et le besoin de stabiliser le Tchad afin de résoudre le conflit du Darfour—est souvent utilisée pour justifier le soutien accordé à Déby. Selon le journal français *Le Monde*, les Etats-Unis partagent cet argument et cautionnent ainsi l'ingérence française (Bernard, Bolopion et Nougayrède, 2008). Mais le fait qu'une force de maintien de la paix puisse à son insu et sous le prétexte de résoudre le conflit du Darfour également permettre de consolider le régime tchadien, soulève une question profondément troublante : le processus de démocratisation du Tchad devrait-il être reporté dans l'intérêt de la paix au Darfour ? 🗣️

Annexe : Groupes armés du Darfour et du Tchad

A. Les groupes rebelles du Darfour⁹⁴

1. L'armée de libération du Soudan (SLA)

Entre 2003 et la signature de l'accord d'Abuja le 5 mai 2006, le SLA a été le principal groupe rebelle au Darfour et a constitué la matrice des factions les plus puissantes actuellement en activité. Il a été fondé en août 2001 sous le nom de Front de libération du Darfour (FLD) ou Mouvement de libération du Darfour (MLD). Il a adopté le nom de SLA en février 2003. En 2004-05, le SLA réunissait 10,000 combattants, issus des Zaghawa, Fur, Masalit, Berti, Meidob, Tunjur et Dajo.

Président : Abdel-Wahid Mohammad Nur (Fur).

Vice-président : Khamis Abdallah Abbakar (Masalit).

Secrétaire général : Abdallah Abbakar Bashar (Zaghawa Wogi), remplacé en 2004 par Minni Arku Minnawi (Zaghawa Wogi).

2. SLA-Minni Arku Minnawi

Ce groupe s'est progressivement désolidarisé de la faction d'Abdel-Wahid Mohammad Nur en 2004-05, une rupture confirmée lors de la conférence d'Haskanita (au sud-est du Darfour) en octobre 2005. Il a constitué la faction principale du SLA jusqu'à ce que son chef, Minni Arku Minnawi, signe l'accord d'Abuja à la suite duquel il a perdu le gros de ses troupes, véhicules et territoires sous son contrôle, ainsi que le soutien populaire accordé par les groupes opposés à Abuja. Il a toujours des représentants et partisans au Tchad, notamment dans les camps de réfugiés, mais il s'agit essentiellement d'individus isolés qui semblent ne soutenir la cause de Minnawi que parce qu'ils sont les ennemis ou rivaux des leaders qui s'opposent à lui.

Chef : Minni Arku Minnawi (Zaghawa Wogi).

3. SLA-Abdel-Wahid Mohammad Nur

En refusant de signer l'accord d'Abuja, Abdel-Wahid Mohammad Nur a acquis une grande popularité mais n'est pas parvenu à l'exploiter, et sa procrastination a provoqué une division au sein du groupe : une partie de ses hommes l'ont quitté pour rejoindre une autre faction Fur dirigée par Ahmad Abdeshafi.

Chef : Abdel-Wahid Mohammad Nur (Fur).

4. Groupe des 11

Ce groupe est mené par Ahmad Abdeshafi, qui s'est séparé du SLA-Abdel-Wahid Mohammad Nur en juillet 2006. En 2007, il a perdu les territoires qu'il contrôlait à l'est de Jebel Marra au profit du SLA-Abdel-Wahid et une grande partie de ses troupes est partie rejoindre d'autres factions non signataires. Il a créé le groupe des 11 en compagnie de petites factions dissidentes autonomes et de dirigeants politiques du JEM et du SLA North Command (voir ci-dessous), ce dernier jouissant d'une grande autonomie.

Chef : Ahmad Abdeshafi Yagub Baasi (Fur).

5. Groupe des 19 (G19)/SLA North Command

A partir de début mars 2005, le G19 s'est peu à peu détaché du SLA en opposition à Minni et Abdel-Wahid. Fin 2006, il rassemblait la plupart des factions du SLA contre l'accord d'Abuja, hormis les deux factions Fur d'Abdel-Wahid et d'Abdeshafi. Bien que dominé par des Zaghawa Wogi, le G19 comptait aussi des chefs et combattants issus d'autres ethnies, en particulier les Masalit, Meidob et Berti. Cependant, en avril 2007, une grande partie de la frange Zaghawa (à l'exception de Jar-el-Nebi Abdelkarim) a pris congé du G19 et s'est rebaptisée le SLA-Unity. Le noyau restant de ses dirigeants principaux (Jar-el-Nebi, Suleiman Marejan et Saleh Adam Issak) a tenté de rester uni sous le nom de SLA North Command, mais ces hommes en réalité largement autonomes, chacun ayant sa propre petite base clanique ou ethnique. Ils maintiennent également des alliances flottantes entre le Groupe des 11 d'Ahmat Abdeshafi et le SLA-Abdel-Wahid (Suleiman Marejan étant plus proche de ce dernier).

Chefs principaux : Jar-el-Nebi Abdelkarim (Zaghawa Wogi); Suleiman Marejan (Meidob); Saleh Adam Issak (Berti).

6. SLA–Unity

Bien que ce nom ait précédemment désigné l'ensemble du G19, la faction qui porte à présent ce nom s'est constituée en avril 2007. Le SLA–Unity rassemble les Zaghawa Wogi du G19 ainsi que les déserteurs du SLA–Minni Arku Minnawi, ce qui en fait un des groupes les plus puissants. Il entretient de bonnes relations avec plusieurs factions de l'URF (voir ci-dessous). Ses chefs bénéficient aussi de connections importantes avec le régime tchadien, mais le groupe reste plus autonome que certaines des plus petites factions du SLA ou du JEM (voir ci-dessous).

Chefs principaux : Suleiman Jamous (Zaghawa Wogi/Bideyat); Abdallah Yahya (Zaghawa Wogi); Dr Sharif Harir (Zaghawa Wogi).

7. Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM)

Fondé en 1999–2000, le JEM a mené son premier combat en mars 2003. Le groupe est surtout actif dans la région de Tiné/Tina du côté de la frontière Tchad–Soudan, à Jebel Mun dans le Darfour-Ouest, et au Darfour oriental. Il est dominé par les Zaghawa Kobe et recrute des hommes principalement issus de cette ethnie, qu'ils soient soudanais ou tchadiens. Il possède des bases arrières au Tchad, notamment dans la région de Tiné et dans les régions de Bahay (Kariyari), Hiriba (camp d'Am Nabak, un Zaghawa Kobe), Adré (camp de Tredjing, Masalit), Goz Beïda (camp de Jebel, Dajo et Masalit) et Koukou Angarana (camp de Goz Amer, Dajo et Masalit). Depuis 2006, le JEM a lutté à plusieurs occasions au nom d'Idriss Déby.

Des désaccords entre Dr Khalil Ibrahim et Bahar Idris Abu Garda, le vice-président et le secrétaire général du mouvement, ont créé une division en deux factions rivales. Bahar a adopté le nom de JEM Collective Leadership et rejoint l'URF (voir ci-dessous). Début 2008, le JEM de Khalil comptait entre 2,000 et 4,000 soldats.

Président : Dr Khalil Ibrahim (Zaghawa Kobe).

8. Front de rédemption national (NRF)

Fondée le 30 juin 2006, cette coalition était initialement soutenue par le Tchad et l'Erythrée, et réunissait à la fois le JEM, le G19 et le SFDA (Sudan Federal Democratic Alliance, un mouvement plus politique que militaire). En dépit

de ses succès militaires, le NRF s'est désagrégé en octobre 2007 et est devenu un simple substitut pour le JEM, ne conservant qu'une petite force dérivée du SLA sous les ordres d'Adam Bakhit et de Khamis Abdallah Abakar. Le NRF a rejoint plus tard l'URF, une coalition rivale (voir ci-dessous).

9. Mouvement national pour la réforme et le développement (NMRD)

Après avoir quitté le JEM en mars 2004 à l'instigation du gouvernement tchadien, ce mouvement n'est plus aujourd'hui qu'une milice auxiliaire soutenant N'Djamena. En 2007, le NMRD possédait une douzaine de véhicules et environ 200 combattants, principalement des Zaghawa Kabka du Tchad. Il opère surtout le long de la frontière Tchad–Soudan dans les zones d'Adré et de Jebel Morfaïn.

Chef militaire : Colonel Jibril Abdelkarim Bahri, alias Jibril « Tek » (Zaghawa Kabka du Tchad).

Chef politique : Khalil Abdallah (Zaghawa Kabka).

10. United Resistance Front (URF)

Cette coalition récente est composée de factions militaires petites mais, dans certains cas, puissantes. Il s'agit principalement de factions dissidentes du SLA et du JEM. Elle comprend le JEM Collective Leadership, le NMRD et les factions autonomes du SLA de Khamis Abdallah Abbakar (ancien vice-président du SLA et président du G19), Adam Bakhit (ancien chef d'état-major du G19) et Adam Ali Shogar (ancien représentant du SLA au Tchad). Tout comme le NMRD, ces trois dernières factions sont largement tributaires du soutien tchadien et se sont battues maintes fois depuis 2006 au nom d'Idriss Déby. A l'instar du JEM, elles possèdent des bases arrières au Tchad, notamment dans les régions de Bahay (Zaghawa), Adré et Goz Beïda (Masalit). Tout comme le JEM Collective Leadership, elles entretiennent aussi de bonnes relations avec le SLA–Unity. Parmi ces factions, Khamis Abadallah demeure largement autonome dans ses loyautés.

L'URF comprend également l'United Revolutionary Force Front (URFF), le principal group rebelle arabe du Darfour composé essentiellement d'Arabes Rizeigat Baggara et d'un groupe dissident du Revolutionary Democratic Front Forces (RDFF) de Saleh « Abu Sura » Mohamad.

Chefs principaux : Bahar Idris Abu Garda (Zaghawa Kobe, JEM Collective Leadership), Adam Bakhit (Zaghawa Wogi), Adam Ali Shogar (Zaghawa Wogi), Khamis Abdallah Abbakar (Masalit), Ibrahim Ahmed Abdallah Al-Zibeidi (Rizeigat Baggara), dirigeants NMRD (voir ci-dessus).

B. Groupes rebelles tchadiens et coalitions

Les groupes suivants représentent les groupes rebelles et coalitions les plus significatifs de 2005 à nos jours.

1. Front uni pour le changement (démocratique) ou FUC/FUCD. La coalition s'est formée en décembre 2005 et devait, selon les attentes de Khartoum, fédérer l'ensemble des factions rebelles tchadiennes contre Déby, sous le commandement du protégé soudanais Mahamat Nour Abdelkarim, un Tama. A son apogée en avril 2006, le FUC comptait de 5,000 à 7,000 hommes mais a commencé à se désintégrer après l'offensive ratée sur N'Djamena le 13 avril. En mars 2007, les reliquats Tama du FUC se sont ralliés au régime tchadien et ont formé une milice opérant à Dar Tama. Plusieurs centaines de combattants sont revenus également à la rébellion et ont rejoint les rangs de l'UFDD (voir ci-dessous).

2. Rassemblement pour la démocratie et les libertés ou RDL. Ce groupe fondé en 2005 à partir de l'ANR (Alliance nationale de résistance) constituait la composante principale du FUC et recrutait principalement parmi les Tama (du Tchad et du Soudan), les Arabes tchadiens (notamment les Eregat de Dar Tama) ainsi que les Ouaddaïens.

3. Union des forces pour la démocratie et le développement ou UFDD. Constituant la deuxième coalition appuyée par le régime soudanais, l'UFDD a été fondée le 22 octobre 2006 sous la direction de Mahamat Nouri, un Goran du sous-groupe Anakazza, comme Hissène Habré. Nouri était précédemment Ambassadeur du Tchad auprès de l'Arabie Saoudite. En 2007, l'UFDD regroupait près de 3,000 hommes dont des Ouaddaïens, des Arabes, des Gorans et des Bideyats du sous-groupe Borogat (un groupe Bideyat très proche des Gorans, dont le chef rebelle principal est Abakar Tolli). Khartoum souhaitait que l'UFDD

remplace le FUC en déroute et qu'il fédère les principales formations rebelles tchadiennes contre Déby. Le groupe a opéré principalement au sud-est du Tchad, à Adré, Abéché et à l'ouest d'Ennedi (zone Goran). L'UFDD a souscrit à l'accord de Syrte d'octobre 2007. A la suite de plusieurs scissions, l'UFDD ne représente plus que la faction de son chef : l'UFPD (Union des forces pour le progrès et la démocratie), fondée en juillet 2006 par Mahamat Nouri.

4. Alliance nationale ou AN. Troisième coalition soutenue par le Soudan, l'AN a été fondée le 25 février 2008, et est dirigée une fois de plus par Mahamat Nouri. Elle comprend quatre factions principales :

(i) **UFDD.** (Voir ci-dessus)

(ii) **Union des forces pour le changement et la démocratie ou UFCD.** Cette faction a été fondée en mars 2008 par l'ex-vice président de l'UFDD Adouma Hassaballah Jedareb (qui est moitié Arabe, moitié Ouaddaïen), dans une tentative de se libérer de la tutelle de Mahamat Nouri. Adouma a également été membre du FPRN (voir ci-dessous), puis du FUC. Au lendemain de l'offensive ratée sur N'Djamena en 2006, il a emmené avec lui de nombreux combattants ouaddaïens qui se sont ralliés à l'UFDD. Sa faction compte à présent 2,000 hommes du Ouaddaï issus de l'UFDD et du RFC.

(iii) **UFDD-Fondamentale.** Ce groupe est une faction arabe dissidente de l'UFDD, formée en mai 2007 par Acheikh Ibn Oumar Saïd et Abdelwahid Aboud Makaye. Elle a souscrit à l'accord de Syrte d'octobre 2007. En 2007, cette faction rassemblait près de 1,000 hommes.

(iv) **Front pour le salut de la république ou FSR.** Fondé en 2007 et mené par Ahmat Hassaballah Soubiane, un Arabe tchadien de la branche Mahamid et ancien ministre de Déby, ce groupe n'est pas partie à l'accord de Syrte. Khartoum ne lui a pas accordé beaucoup de soutien et fin 2007, il a tenté de s'allier au FPRN (voir ci-dessous). Mais le 3 février 2008, le FSR a rejoint les troupes de l'UFDD afin d'attaquer Adré et a accepté d'intégrer la nouvelle coalition de Mahamat Nouri. En mars 2008, le FSR comptait 1,000 combattants. Le gouvernement soudanais qui le soutient

à présent lui permettrait de recruter parmi les Janjawids soudanais—au sein desquels les Mahamid sont bien représentés, y compris l'un de leurs chefs principaux, Musa Hilal.⁹⁵

5. Conseil démocratique révolutionnaire ou CDR. Un des plus anciens mouvements rebelles tchadiens, le CDR a été constitué en 1978. Jusqu'en 1982, il était dirigé par Acyl Ahmat Agbash, puis par Acheikh Ibn Oumar Saïd—tous deux Arabes Awlad Rashid. Acheikh Ibn Oumar a conservé le nom du mouvement historique des Arabes tchadiens lorsqu'il a quitté la France, où il était réfugié politique, pour rejoindre l'insurrection au Soudan. Il a fondé l'UFDD aux côtés de Mahamat Nouri en 2006, avant de la quitter en mai 2007 pour former l'UFDD–Fondamentale.

6. Rassemblement des forces pour le changement/Rassemblement des forces démocratiques ou RFC/RAFD. Fondée en décembre 2005, cette coalition réunit plusieurs groupes de déserteurs Bideyat, dont le principal est le Socle pour le changement, l'unité et la démocratie ou SCUD, établi en octobre 2005. Initialement connus sous le nom de RAFD, cette coalition a été rebaptisée RFC en février 2007 pendant une alliance de courte durée avec le Rassemblement national démocratique populaire (RNDP) Ouaddaï, un groupe dissident du RND (voir ci-dessus). Le RAFD est dirigé par Tom et Timan Erdimi, frères jumeaux et cousins d'Idriss Déby. Compte tenu de ces liens familiaux, aussi bien le gouvernement soudanais que les autres factions rebelles se méfient de ce mouvement qui regroupe environ un millier d'hommes, principalement basés dans la région de Hadjer Morfaïn, à la frontière orientale du Guéréda.

7. Concorde nationale du Tchad ou CNT. Il s'agit du principal groupe rebelle arabe tchadien, fondé en 2004 par Hassan Saleh Al-Gaddam « Al-Jineidi », un Arabe Hemat tchadien et ancien membre du CDR dans les années 1970, qui depuis 1994 s'est rebellé contre Déby. Premier vice-président du FUC, il s'en est désolidarisé en juillet 2006. Le CNT est le seul groupe rebelle à avoir contrôlé une partie du territoire tchadien—les régions de Daguessa et de Tissi dans le sud-est—pendant plusieurs mois en 2006 et 2007. Le groupe aurait des liens étroits avec les Janjawids actifs au Tchad et dans le Darfour-Ouest.

En décembre 2007, après l'échec de l'accord de Syrte (auquel le CNT était partie), Al-Jineidi a repris les pourparlers avec le régime tchadien et s'y est rallié avec une grande partie de ses forces, soit près de 2,000 hommes.

8. Front populaire pour la renaissance nationale ou FPRN. Créé en 2001 par Adoum Yacoub (Ouaddaïen), ce groupe de combattants ouaddaïens et Masalit était initialement basé dans le Darfour-Ouest. Khartoum ne lui a pas accordé de grand soutien et il n'est pas partie à l'accord de Syrte. Cette faction opère actuellement dans la région de Tissi, à la frontière entre le Tchad, le Soudan et la RCA.⁹⁶

9. Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement ou MPRD. Ce petit groupe est dirigé par Jibrine Dassert, ancien membre du MPS et colonel au sein de l'armée tchadienne. Il était d'abord basé au sud du Tchad en 2005–06, puis au nord de la RCA, où il entretient de bonnes relations avec les rebelles de la RCA, l'Union des forces démocratiques et du rassemblement (UFDR). Il a aussi tenté de s'allier à des coalitions soutenues par Khartoum, d'abord le FUC puis l'UFDD.

C. Les Janjawids

Actuellement, ce terme est surtout utilisé pour désigner les milices auxiliaires du gouvernement soudanais. Les Janjawids sont largement recrutés parmi les groupes Arabes nomades, les « Abbala » (éleveurs de chameaux), et parmi les groupes Arabes originaires du Tchad (tels que les Rizeigat Abbala, Beni Halba et Misirya) qui se sont établis au Darfour, notamment pendant les années 1980, chassés par la sécheresse et les conflits sévissant sur leur terre natale. Khartoum a également encouragé les populations non Arabes à rejoindre les milices en exploitant les rivalités entre ces communautés dans le Darfour-Ouest, en appelant en particulier les Tama (d'origine tchadienne) et les Gimir à prendre les armes. Au Tchad, le terme Janjawids revêt un autre sens, plus proche de celui qu'il avait à l'origine au Darfour lorsqu'il est apparu dans les années 1990s : il se réfère à des milices bénéficiant d'une grande autonomie, souvent impliquées dans des pillages de bétail et recrutant parmi les Arabes

(soudanais et tchadiens) et non Arabes, surtout les Ouaddaïens. Au Soudan, les Janjawids sont de plus en plus attirés par les forces paramilitaires soudanaises—les Forces de défense populaire et les Border Intelligence Guards—ce qui explique pourquoi ils arborent fréquemment des uniformes soudanais.

Notes

- 1 Après la défaite du président tchadien à Massaguett, Paris lui a même proposé l'asile. S'il avait accepté, son successeur aurait sans doute rapidement été choisi parmi les rebelles. Conversations téléphoniques entre chefs rebelles et militaires français, février 2008.
- 2 Voir Marchal (2006).
- 3 Voir Amnesty International (2006), Human Rights Watch (2006), (2007) et International Crisis Group (2006).
- 4 Entretien avec une source proche d'Idriss Déby, N'Djamena, octobre 2006.
- 5 Depuis 2003, des armes et des uniformes sont distribués en grande quantité aux Janjawids. Certains combattants peuvent aussi se les procurer dans des marchés locaux.
- 6 Lors des attaques lancées début 2006, Amnesty International a remarqué que les Janjawids suivaient de près les offensives des rebelles tchadiens, principalement en vue de piller dans leur sillage. Cela s'est produit notamment pendant l'attaque de la faction FUC d'Al-Jineidi sur Tissi le 12 avril 2006. Amnesty International (2006), p. 9.
- 7 Entretiens auprès de témoins, Dar Sila (lieux non dévoilés), janvier 2008. Un chef de la CNT, Hassan Al-Jineidi a fermement démenti l'implication de ses troupes. Entretiens auprès de Hassan Al-Jineidi, N'Djamena, janvier 2008.
- 8 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 9 Entretien auprès d'Idriss Déby sur Europe 1. La transcription est disponible sur le site Web de la présidence tchadienne : <<http://www.presidencedutchad.org/Activites/Interviews/Interview%20du%20PR%20Europe%201.htm>>
- 10 Curieusement, le ministre a également ajouté : « l'EUFOR dissuadera le Tchad de soutenir les rebelles soudanais au cas où nous armons le JEM pour attaquer le Soudan. Cela nous permettra de calmer les soudanais, [de leur prouver] que nous ne sommes pas derrière les rebelles. » Conférence de presse d'Ahmat Allam-mi, Paris, 22 février 2008.
- 11 Des responsables de l'EUFOR ont indiqué à plusieurs reprises, notamment à l'auteur, qu'ils devraient rester neutre si un tel cas se présentait, aussi longtemps que les rebelles ne s'en prenaient pas aux civils.
- 12 « Si Déby est renversé, ce sera une catastrophe pour le dossier du Darfour car la main de Khartoum sera d'autant plus forte. . . Les rebelles du Darfour perdront leurs bases arrière situées au Tchad et l'armée soudanaise lancera une offensive sur le Darfour. L'UNAMID n'aura plus lieu d'être. » Une source occidentale non divulguée, citée par Le Monde. Voir Bernard, Bolopion et Nougayrède (2008).
- 13 Le terme « Ouaddaïens » se réfère aux habitants du sultanat du Ouaddaïen, principalement Maba. Ce groupe comprend également des membres de différentes ethnies arabes et non arabes, pour qui le fait d'être Ouaddaï prime souvent sur l'identité ethnique.
- 14 Entretiens auprès de chefs de tribus traditionnels et d'Arabes éminents du Tchad, N'Djamena, septembre–octobre 2006. Voir également Le Rouvreur (1989), p. 344.
- 15 Entretiens auprès de chefs de tribus traditionnels et d'Arabes éminents du Tchad, N'Djamena, septembre–octobre 2006.

- 16 Entretien auprès d'un leader Fur du Sud-Darfour, zone rebelle du Nord-Darfour (lieu non dévoilé), mars 2007.
- 17 Entretiens auprès de chefs de tribus traditionnels et d'Arabes éminents du Tchad, N'Djamena et Tchad oriental, janvier 2008.
- 18 Né d'un père Awlad Rashid et d'une mère Misirya, Acheikh est plus proche des Misirya.
- 19 Entretiens auprès de chefs du JEM et d'officiels tchadiens, Paris et N'Djamena, septembre–octobre 2006.
- 20 Depuis, il joue toujours un rôle important dans les relations entre le régime tchadien et les rebelles du Darfour. Contrairement à d'autres Beri tchadiens, sa position sur la question du Darfour semble refléter davantage la politique du régime qu'une solidarité particulière avec les Beri soudanais. En février 2008, juste après la dernière offensive sur N'Djamena, il est devenu ministre de la Défense.
- 21 Après l'accord d'Abuja, Mahamat Saleh Arba a rejoint le SLA Minni Minnawi—la seule faction rebelle ayant signé l'accord avec Khartoum—mais tous ses véhicules ont été confisqués par le JEM non signataire. Entretiens auprès de chefs du JEM et des officiels tchadiens, Paris et N'Djamena, septembre–octobre 2006.
- 22 Entretiens auprès de chefs de l'opposition tchadienne, Paris, avril–août 2004.
- 23 Entretien auprès d'Acheikh Ibn Omar Saïd, Paris, août 2004.
- 24 Entretien auprès d'officiels tchadiens proches du président Déby, septembre–octobre 2006.
- 25 Rapport confidentiel consulté par l'auteur.
- 26 Entretiens auprès de chefs de différents groupes rebelles au Darfour, Tchad, septembre–octobre 2006 et mars 2007, et entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 27 Entretiens auprès de leaders de différents groupes rebelles du Darfour et du Tchad, septembre 2006.
- 28 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 29 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 30 Entretiens auprès de leaders de différents groupes rebelles du Darfour et du Tchad, septembre–octobre 2006 et mars 2007, et entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 31 Entretiens auprès de chefs Tama, Tchad, septembre–octobre 2006 et Paris, octobre 2007. Pour de plus amples informations sur Shukurtallah, voir Human Rights Watch (2004, pp. 45, 47–48) et Africa Confidential (2005). Shukurtallah aurait péri au combat à Abu Gamra, au sud du Dar Zaghawa soudanais en janvier 2004. Cependant, nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'est pas mort, et un certain Shukurtallah aurait dirigé un groupe de Janjawids pendant des combats à Jebel Mun, fin octobre 2006.
- 32 Les Forces de défense populaire, un groupe paramilitaire, ont été fondées par le Front islamique national dès son accession au pouvoir en 1989 afin d'amener les milices locales, notamment les Murahileen du Soudan méridional, sous le contrôle de l'armée et du régime. Même avant le conflit du Darfour, les Janjawids y ont progressivement été incorporés. Voir Salih et Harir (1994) et Salmon (2007).
- 33 Rapport confidentiel consulté par l'auteur.
- 34 Entretiens auprès de chefs Tama, Tchad, septembre–octobre 2006 et Paris, octobre 2007.
- 35 C'est un sobriquet qui vient de Jineid, fils d'Abdallah Al-Juhayni et ancêtre mythique commun à presque tous les Tchadiens et Arabes darfouriens, connus sous le nom de « Arabes Juhayna ».
- 36 Originaire de Salamat, ce groupe vit aussi au Darfour où il est désigné par le nom d'une de ses branches, les Ta'aisha.
- 37 Certains chefs du SLA et chefs rebelles tchadiens rivaux affirment qu'Al-Jineidi a lui-même dirigé ces attaques. Entretiens auprès de chefs du SLA et de chefs rebelles tchadiens, lieu non dévoilé, septembre–octobre 2006 et octobre–novembre 2007.
- 38 Entretiens auprès de prisonniers FUC par la police tchadienne, 15–16 avril 2006. Dossier consulté par l'auteur.
- 39 Ces armes ont été exhibées par le régime après la bataille.
- 40 Entretiens auprès de prisonniers FUC par la police tchadienne, 15–16 avril 2006. Dossier consulté par l'auteur.
- 41 Entretiens auprès de prisonniers FUC par la police tchadienne, 15–16 avril 2006. Dossier consulté par l'auteur.
- 42 Entretien auprès d'une source proche d'Idriss Déby, N'Djamena, septembre 2006.
- 43 Entretien auprès d'un chef JEM, N'Djamena, septembre 2006.
- 44 Entretiens auprès de chefs JEM, N'Djamena, septembre–octobre 2006.
- 45 Abdallah Abbakar Bashar, un soudanais Zaghawa Wogi et ancien soldat de l'armée tchadienne, a été le premier chef d'état-major du SLA jusqu'à sa mort en décembre 2004. Voir Tanner et Tubiana (2007).
- 46 Entretien auprès d'un chef rebelle du G19, témoin de ce paiement, zone rebelle du Darfour-Nord, mars 2007.
- 47 Entretien auprès d'un chef rebelle du G19, zone rebelle du Darfour-Nord, mars 2007. Voir également Tanner et Tubiana (2007), p. 42.
- 48 Voir Small Arms Survey (2006).
- 49 Entretien auprès d'un membre du FPRN, emplacement non dévoilé, 2007.
- 50 L'accord Dajo–JEM sans titre, dont une copie a été vue par l'auteur.
- 51 Entretien auprès de milices Dajo, notamment des participants aux entraînements et des chefs JEM, N'Djaména, Abéché, et Dar Sila, mars 2007 et janvier 2008. L'auteur a visionné les vidéos.
- 52 Demande rédigée par les Dajo adressée au gouvernement, dont l'auteur a vu une copie.
- 53 Entretiens auprès de chefs traditionnels et de milices Dajo, et auprès de chefs JEM et SLA, N'Djamena, Abéché et Dar Sila, septembre–octobre 2006, mars 2007 et janvier 2008.
- 54 Entretien auprès de Sultan Saïd Brahim, N'Djamena, septembre 2006.
- 55 Observations et entretiens de l'auteur, Bahay et Kariyari, octobre 2006.
- 56 Entretien auprès d'un soldat fait prisonnier lors de la bataille de Kariyari, zone rebelle du Nord-Darfour, mars 2007.
- 57 Entretiens auprès de PDI tchadiennes et de rebelles JEM, Dar Sila (emplacements non dévoilés), octobre 2006.
- 58 Conversation téléphonique auprès d'un chef du RFC, octobre 2007.
- 59 Conversations téléphoniques auprès d'un chef du RFC, octobre 2007 et mars 2008.
- 60 Entretien téléphonique auprès d'un chef du RFC, mars 2008.
- 61 Entretiens auprès d'Adoum Yacoub (emplacement non dévoilé), novembre 2007, et auprès de combattants Masalit du SLA, Tchad oriental (emplacements non dévoilés), janvier 2008.
- 62 Entretien auprès d'une source proche du gouvernement tchadien, N'Djamena, mars 2007.
- 63 Entretiens auprès de civils Tama, Beri et Goran, N'Djamena et Tchad oriental, septembre–octobre 2006 et mars 2007.
- 64 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, février 2008.

- 65 Plusieurs entretiens à Dar Sila, janvier 2007.
- 66 Voir par exemple le discours d'Idriss Déby à Goz Beïda, 7 janvier 2007. Disponible sur <<http://www.presidenceuTchad.org/president/Discours/allocutionPRgoz.htm>>.
- 67 Entretiens auprès de politiciens arabes tchadiens, N'Djamena et Tchad oriental, janvier 2008.
- 68 Entretiens auprès de chefs traditionnels arabes, Dar Sila, janvier 2008.
- 69 Entretiens auprès de Hassan Saleh Al-Gaddam « Al-Jineidi », N'Djamena, janvier 2008.
- 70 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, octobre 2007.
- 71 Depuis le début du conflit au Darfour, le SLA et le JEM essaient de s'implanter à l'est du Darfour où se trouve le champ pétrolifère d'Abu Jabra, et d'étendre la guerre au Kordofan. Cette stratégie visant à rapprocher la guerre de Khartoum afin de menacer le gouvernement et d'influencer l'opinion publique des soudanais du nord—qui se sentent peu concernés par le conflit du Darfour—a été relancée à plusieurs reprises. C'est pour cette raison que, début octobre 2007, le SLA–Unity et les combattants du JEM ont été soupçonnés d'avoir attaqué Haskanita, une base de l'Union africaine où une dizaine de soldats de la paix nigériens ont trouvé la mort. Voir Tanner et Tubiana (2007).
- 72 Entretiens et entretien téléphoniques auprès d'ONG humanitaires situées à l'est du Tchad, Paris, décembre 2007, et Tchad, janvier 2008.
- 73 Notamment, la faction du chef historique du JEM, Khalil Ibrahim. La récente faction dissidente de Bahar Idris Abu Garda (appelée JEM–Collective Leadership), son ancien vice-président et secrétaire général, était alors basé au nord du Darfour, sur le territoire du SLA–Unity. Entretiens auprès de chefs et représentants du JEM, Tchad (emplacement non dévoilé), janvier 2008.
- 74 Entretiens auprès de représentants du JEM et d'officiels tchadiens, Tchad (emplacements non dévoilés), janvier 2008.
- 75 Selon un éminent officiel tchadien, ils auraient reçu en tout 600 véhicules. Entretiens auprès d'officiels tchadiens, N'Djamena, janvier 2008.
- 76 Entretiens auprès de représentants du JEM, Tchad (emplacement non dévoilé), janvier 2008, et entretien téléphoniques auprès d'un chef rebelle tchadien et auprès d'organisations humanitaires présentes dans le Darfour-Ouest et à l'est du Tchad, février 2008.
- 77 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, 1er février 2008.
- 78 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, mars 2008.
- 79 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, mars 2008.
- 80 Entretiens auprès de chefs traditionnels Dajo et de miliciens, Dar Sila, octobre 2006 et janvier 2008.
- 81 Entretiens auprès de chefs traditionnels Dajo, de miliciens et de rebelles darfouriens, N'Djamena et Tchad oriental, octobre 2006, mars 2007 et janvier 2008. Voir aussi Amnesty International (2006), p. 2, et IRIN (2007).
- 82 Entretiens auprès de chefs Dajo et de chefs du JEM, N'Djamena et Tchad oriental, septembre–octobre 2006, mars 2007 et janvier 2008.
- 83 Entretiens auprès de combattants et civils Dajo—dont des rescapés de Tiero et Marena—et de chefs arabes de Dar Sila, janvier 2008.
- 84 Entretiens auprès de combattants et civils Dajo et de dirigeants arabes de Dar Sila, janvier 2008.
- 85 Conversation téléphonique avec un représentant de l'EUFOR, février 2008.
- 86 CNT, RFC, UFDD et UFDD–Fondamentale (2007). Le FSR a fait la même chose dans un communiqué séparé.
- 87 Une évaluation indépendante publiée par le Massachusetts Institute of Technology a conclu que l'EUFOR est en sous-effectif par rapport à l'ampleur de sa mission, et que la force devrait comprendre « entre 5,000 et 12,500 soldats, mais probablement en se rapprochant davantage des 12,500 que des 5,000 » (Seibert, 2007, p. 32).
- 88 Voir Bernard et Zecchini (2007).
- 89 Entretien auprès d'un diplomate britannique, novembre 2007.
- 90 Fin juillet 2007, la France (par l'entremise de Cécilia Sarkozy alors épouse du Président) a été impliquée dans des négociations qui ont conduit à la libération des cinq infirmières et d'un médecin palestinien accusés d'avoir inoculé le virus du sida à des enfants libyens. La Libye a obtenu un accord lui permettant d'obtenir véhicules militaires, navires, défense aérienne et des systèmes spatiaux (Samuel, 2007).
- 91 Entretien auprès d'un officiel de l'EUFOR, N'Djamena, janvier 2008.
- 92 En réalité, Déby s'est emparé du pouvoir par la force en 1990. Les espoirs de changement démocratique qu'il a suscités se sont brièvement matérialisés par la mise en place d'un système multipartite ainsi que par l'apparence extérieure d'une société civile et d'une presse libres. Néanmoins, il s'est avéré très vite qu'un véritable engagement politique n'était pas envisageable. La légitimité des trois élections qui ont confirmé Déby à la présidence—en 1996, 2001 et 2006—systématiquement été contestée, et afin de se présenter à la dernière élection en date, il a dû modifier la constitution, qui jusque-là interdisait au président de se présenter une troisième fois.
- 93 Voir Tanner et Tubiana (2007).
- 94 Entretien téléphonique auprès d'un chef rebelle tchadien, mars 2008.
- 95 Entretien auprès d'Adoum Yacoub, emplacement non dévoilé, novembre 2007.

Bibliographie

- Africa Confidential. 2005. 'Who's who in Darfur.' 18 février.
- Alliance nationale. 2008. Déclaration No. 1. 28 février.
- Amnesty International. 2006. 'Chad/Sudan: sowing the seeds of Darfur: ethnic targeting in Chad by Janjawid militias from Sudan.' Juin.
<<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGAFR200062006>>.
- . 2007. 'Sudan: arms continuing to fuel serious human rights violations in Darfur.' Mai.
<<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGAFR540192007?open&of=ENG-SDN>>.
- . 2008. 'Chad: fears for safety of Chadian opposition figures.' Communiqué de presse. 5 février.
- BBC (British Broadcasting Corporation). 2007. 'Sarkozy signs deals with Gaddafi.' 25 juillet.
<<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6914857.stm>>.
- Bernard, Philippe et Laurent Zecchini. 2007. 'Paris financera l'essentiel de l'opération Tchad-Centrafricaine.' *Le Monde*. 5 octobre.
- , Philippe Bolopion et Natalie Nougayrède. 2008. 'La France obtient le soutien de l'ONU pour le Tchad.' *Le Monde*. 6 février.
- CNT, RFC, UFDD et UFDD-Fondamentale. 2007. Communiqué de presse. 23 juillet.
- Conseil de sécurité des Nations Unies. 2007. Résolution 1778. S/RES/1778 (2007) du 25 septembre.
- Correau, Laurent. 2007. 'La révolution à l'ombre des 4x4.' *Radio France Internationale*. 13 mars.
<http://www.rfi.fr/actufr/articles/087/article_50266.asp>.
- . 2008. 'Nouvelle division au sein de la rébellion.' Radio France Internationale. 12 mars.
- Debos, Marielle. 2008. 'Fluid loyalties in a regional crisis: Chadian "ex-Liberators" in the Central African Republic.' *African Affairs*. Mars.
- d'Ersu, Laurent et Jean-Christophe Ploquin. 2008. 'La France a permis à Idriss Déby de sauver son régime.' *La Croix*. 7 février.
<<http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2328320&rubId=1094>>.
- FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme). 2006. *République Centrafricaine. Oubliées, stigmatisées: la double peine des victimes de crimes internationaux*. Rapport No. 457. Octobre.
- Haggar, Ali. 2007. 'The origins and organization of the Janjawid in Darfur.' In Alex de Waal (sous la direction de). *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, MA: Harvard University Press, pp. 113–39.
- Haggar, Bichara Idriss. 2003. *Tchad: Témoignage et combat politique d'un exilé*. Paris: L'Harmattan.
- Hasni, Mohammed. 2008. 'Sudan–Chad tensions escalate.' *Times* (Johannesburg). 7 janvier.
<<http://www.thetimes.co.za/News/Article.aspx?id=674132>>.
- Heffernan, John et Kirsten Johnson (Médecins pour les droits de l'homme). 2005. 'Don't let Darfur repeat in Chad.' *Globe and Mail* (Toronto). 18 septembre.
- Human Rights Watch. 2004. *Darfur Destroyed: Ethnic Cleansing by Government and Militia Forces in Western Sudan*. New York: Human Rights Watch. Mai.
<<http://www.hrw.org/reports/2004/Sudano504/>>.
- . 2006. 'Darfur: new attacks in Chad documented.' *Human Rights News* (New York). 5 février.
<<http://hrw.org/english/docs/2006/02/03/chad12601.htm>>.
- . 2007. 'They Came Here to Kill Us': Militia Attacks and Ethnic Targeting of Civilians in Eastern Chad. New York: Human Rights Watch. Janvier.
<<http://hrw.org/reports/2007/chado107/>>.
- International Crisis Group. 2006. *Tchad: vers le retour de la guerre?* Nairobi/Bruxelles: International Crisis Group. juin. <<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4361&l=2>>.
- . 2007. *Central African Republic: Anatomy of a Phantom State*. Nairobi/Bruxelles: International Crisis Group. Décembre. <<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=5259&l=1>>.
- IRIN (Integrated Regional Information Networks). 2007. 'Chad: Guns and hatred silence voice of reason.' 7 juin. <<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=72615>>.
- . 2008. 'EUFOR–Tchad/RCA operation to be launched next month.' 14 janvier.
- Ismail, Omer et John Prendergast. 2007. *A Race Against Time in Eastern Chad*. Enough Strategy Briefing No. 7. Washington: The Enough Project. Novembre.
<http://www.enoughproject.org/reports/chadrace_20071107.php>.
- Lemarchand, René. 2005. 'Où va le Tchad?' *Afrique Contemporaine*, Vol. 2005/3, No. 215, pp. 117–28.
- Le Monde. 2008. 'Le Tchad et le Soudan concluent un accord de non-agression'. 14 mars.
<http://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/03/14/le-Tchad-et-le-soudan-concluent-unaccord-de-non-agression_1022754_3212.html>.
- Le Rouvreur, Albert. 1989. *Sahéliens et Sahariens du Tchad*. Paris: L'Harmattan.
- Marchal, Roland. 2006. 'Chad/Darfur: how two crises merge.' *Review of African Political Economy*, No. 109, pp. 467–82.
- . 2007. 'The unseen regional implications of the crisis in Darfur.' In Alex de Waal (sous la direction de). *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, MA: Harvard University Press, pp. 173–98.
- ONU (Organisation des Nations Unies). 2006. *Rapport du Secrétaire général sur le Tchad et la République centrafricaine, établi en application des paragraphes 9(d) et 13 de la résolution 1706 (2006)*. S/2006/1019 du 22 décembre.
- . 2007. *Rapport intermédiaire du Groupe d'experts sur le Soudan, établi en application de la résolution 1591 (2005), soumis en application de la résolution 1713 (2006)*. 17 avril.
- Reuters. 2007. 'France knew about children "rescue"'. 22 décembre.
- RFC, UFDD et UFDD-Fondamentale. 2008a. Communiqué de presse. 6 février.
- . 2008b. Communiqué de presse. 10 février.
- Salih, M.A. Mohamed et Sharif Harir. 1994. 'Tribal militias: the genesis of national disintegration.' In Sharif Harir et Terje Tvedt (sous la direction de). *Short-Cut to Decay: The Case of the Sudan*. Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet. pp. 186–203.
- Salmon, Jago. 2007. *A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces*. HSBA Working Paper No. 10. Genève: Small Arms Survey. Décembre.
- Samuel, Henry. 2007. 'Inquiry into France's Libyan arms deal.' *Daily Telegraph* (London). 10 décembre.
<<http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2007/10/11/wfra211.xml>>.
- Seibert, Bjoern H. 2007. *African Adventure? Assessing the European Union's Military Intervention in Chad and the Central African Republic*. MIT Security Studies Working Paper. Cambridge, MA: MIT Security Studies Program. Novembre.
<http://web.mit.edu/ssp/Publications/working_papers/WP_07-1.pdf>.
- Small Arms Survey. 2006. *No dialogue, no commitment: the perils of deadline diplomacy for Darfur*. HSBA Issue Brief No. 4. Genève: Small Arms Survey. Décembre.

- . 2007a. *L'évolution de la guerre autour du Soudan : la prolifération de groupes armés en République centrafricaine*. HSBA Document d'information No. 5. Genève: Small Arms Survey. Janvier.
- . 2007b. *The militarization of Sudan*. HSBA Issue Brief No. 6. Genève: Small Arms Survey. Avril.
- . 2007c. *Arms, oil, and Darfur: the evolution of relations between China and Sudan*. HSBA Issue Brief No. 7. Genève: Small Arms Survey. Juillet.
- . 2008. *Effets d'écho: l'instabilité tchadienne et le conflit du Darfour*. HSBA Document d'information No. 9. Genève: Small Arms Survey. Février.
- Tanner, Victor et Jérôme Tubiana. 2007. *Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups*. HSBA Working Paper No. 6. Genève: Small Arms Survey.
- Tubiana, Jérôme. 2005. 'Le Darfour: un conflit identitaire.' *Afrique Contemporaine*, Vol. 2005/2, No. 214, pp. 165–206.
- . 2006a. 'Après le Darfour, le Tchad?' *Alternatives Internationales*, No. 30, pp. 22–26. Mars.
- . 2006b. 'Le Darfour: un conflit pour la terre?' *Politique Africaine*, No. 101, pp.111–31. Mars–avril. <<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/101111.pdf>>.
- . 2007. 'Darfur: a conflict for land?' In Alex de Waal (sous la direction de). *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, MA: Harvard University Press, pp. 68–91.
- Tubiana, Joseph et Marie-José Tubiana. 1977. *The Zaghawa from an Ecological Perspective*. Rotterdam: Balkema.
- UNHCR (Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés). 2007. 'Media relations and public information.' Briefing notes. 27 mars.

Publications HSBA

Documents d'information sur le Soudan

Numéro 1, septembre 2006

Persistent threats: widespread human insecurity in Lakes State, South Sudan, since the Comprehensive Peace Agreement

Numéro 2, octobre 2006

Armed groups in Sudan: the South Sudan Defence Forces in the aftermath of the Juba Declaration

Numéro 3 (2^{ème} publication), novembre 2006–février 2007

Anatomy of civilian disarmament in Jonglei State: recent experiences and implications

Numéro 4, décembre 2006

No dialogue, no commitment: the perils of deadline diplomacy for Darfur

Numéro 5, janvier 2007

L'évolution de la guerre autour du Soudan : la prolifération de groupes armés en République centrafricaine

Numéro 6, avril 2007

The militarization of Sudan: a preliminary review of arms flows and holdings

Numéro 7, juillet 2007

Arms, oil, and Darfur: the evolution of relations between China and Sudan

Numéro 8, septembre 2007

Responses to pastoral wars: a review of violence reduction efforts in Sudan, Uganda, and Kenya

Numéro 9, février 2008

Effets d'écho : l'instabilité tchadienne et le conflit du Darfour

Numéro 10, mars 2008

Neither 'joint' nor 'integrated': the Joint Integrated Units and the future of the CPA

Numéro 11, mai 2008

Allies and defectors: An update on armed group integration and proxy force activity

Documents de travail sur le Soudan

Numéro 1, novembre 2006

The South Sudan Defence Forces in the Wake of the Juba Declaration, par John Young

Numéro 2, février 2007

Violence and Victimization in South Sudan: Lakes State in the Post-CPA period, par Richard Garfield

Numéro 3, mai 2007

The Eastern Front and the Struggle against Marginalization, par John Young

Numéro 4, mai 2007

Border in Name Only: Arms Trafficking and Armed Groups at the DRC–Sudan Border, par Joshua Marks

Numéro 5, juin 2007

The White Army: An Introduction and Overview, par John Young

Numéro 6, juillet 2007

Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups, par Victor Tanner et Jérôme Tubiana

Numéro 7, juillet 2007

Emerging North–South Tensions and the Prospects for a Return to War, par John Young

Numéro 8, septembre 2007

The Lord's Resistance Army in Sudan: A History and Overview, par Mareike Schomerus

Numéro 9, novembre 2007

Armed Groups along Sudan's Eastern Border: An Overview and Analysis, par John Young

Numéro 10, décembre 2007

A Paramilitary Revolution: The Popular Defence Forces, par Jago Salmon

Numéro 11, décembre 2007

Violence and Victimization after Civilian Disarmament: The Case of Jonglei, par Richard Garfield

Numéro 12, avril 2008

The Chad–Sudan Proxy War and the 'Darfurization' of Chad: Myths and Reality, by Jérôme Tubiana

